



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 35 du 15 novembre 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 15 novembre 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1327
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....	1327
Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales.....	1327
Arrêté du 31 octobre 2013 instituant l'implantation du bureau de vote dans la commune d'AVRIL - Année 2014.....	1327
Arrêté du 31 octobre 2013 désignant les délégués de l'Administration au sein des Commissions Administratives chargées de la révision des listes électorales pour l'année 2014.....	1327
Arrêté du 7 novembre 2013 fixant l'implantation temporaire du bureau de vote dans la commune de PIENNES - Année 2014.....	1331
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1332
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1332
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1332
Arrêté du 16 octobre 2013 autorisant l'extension des compétences de la Communauté Urbaine du Grand Nancy thermalisme pour le site de Nancy Thermal et les activités et produits en découlant à compter du 1er janvier 2014.....	1332
Arrêté interpréfectoral (Moselle-Meurthe-et-Moselle) n° 2013-DCTAJ/1- 039 du 18 octobre 2013 autorisant l'adhésion des communes de ANCY-SUR-MOSELLE et DORNOT au Syndicat Intercommunal des Eaux de Gravelotte et de la Vallée de l'Orne (S.I.E.G.V.O.).....	1332
Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Meuse) du 13 novembre 2013 autorisant le retrait de la commune de BONCOURT de la compétence assainissement du syndicat intercommunal des eaux du Soiron.....	1333
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1334
Bureau des procédures environnementales / Délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle.....	1334
Arrêté du 25 octobre 2013 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par le captage de la source Pré Robé, sur et par la commune de MAIXE ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	1334
Arrêté interpréfectoral du 4 novembre 2013 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage de la source communale, sur et par la commune de GEMONVILLE ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	1339
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1343
Bureau des procédures environnementales / Service environnement - eau - biodiversité.....	1343
Arrêté n° 54-2013-00042 du 4 novembre 2013 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L 211-7 du code de l'environnement concernant la D.I.G. et l'Autorisation du Programme de Restauration et d'Entretien des Ruisseaux de Cercueil et du Petit Etang sur les communes de CERVILLE et de BUISSONCOURT.....	1343
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1346
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1346
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	1346
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-096 du 31 octobre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'extension de l'aire du Bois du Juré au PR 279+150 de l'autoroute A31, sens Nancy-Metz.....	1346
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-097 du 31 octobre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de remplacement de joint de chaussée sur l'Ouvrage d'Art A311.20 situé sur la liaison A31/RD611 au PR0+860.....	1347
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1349
DELEGATION TERRITORIALE 54 / DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE.....	1349
Cellule établissements et services / Direction personnes âgées/personnes handicapées.....	1349
pour personnes handicapées / équipements pa/ph.....	1349
Arrêté 2013 ARS/DT54/PH N° 2013-1057 du 23 octobre 2013 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 400 autorisant l'association AEIM à délocaliser le foyer d'accueil médicalisé « Maison Michelet » sur le plateau de Haye et à transformer 12 places d'accueil de jour en 12 places d'accueil permanent.....	1349
DELEGATION TERRITORIALE 54 / CONSEIL GENERAL 54 / CONSEIL GENERAL 88.....	1350
Personnes handicapées / Protection maternelle et infantile / Etablissements médico-sociaux.....	1350
Arrêté N° 2013-0772 du 8 août 2013 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2013 du CAMSP DE L'IJS – FINESS n°540 005 246.....	1350
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1351
Etablissements médico-sociaux.....	1351
Décision N° 2013-0909 du 26 septembre 2013 fixant le prix de journée pour l'année 2013 de la MAS Ecole de la Vie Autonome - 1 rue du Vivarais – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY – gérée par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1351
Décision ARS N° 2013-0929 du 8 octobre 2013 fixant le montant et la répartition pour l'exercice 2013 de Dotation Globalisée Commune de l'ensemble des établissements et services de Meuse et de Meurthe-et-Moselle gérés par l'association Jean Baptiste Thiéry à Maxéville.....	1352
Arrêté N° 2013-1064 du 24 octobre 2013 portant modification de la composition nominative du Comité Départemental de l'Aide Médicale Urgente de la Permanence des Soins et des Transports Sanitaires de Meurthe-et-Moselle.....	1353
Cellule habitat-santé.....	1355
Arrêté N° 875/2013/ARS/DT54 du 17 septembre 2013 portant déclaration d'insalubrité réparable du logement du 1er étage et des parties communes de l'immeuble situé 21, rue du Fort Lieu dit « les Coteaux » - 54550 BAINVILLE-SUR-MADON.....	1355
Arrêté N° 995/2013/ARS/DT54 du 21 octobre 2013 portant déclaration d'insalubrité réparable de la maison d'habitation située 30, rue de Chenières - 54430 REHON.....	1356
Arrêté N° 1073/2013/ARS/DT54 du 29 octobre 2013 portant mise en demeure de prendre des mesures propres à faire cesser un danger dans les parties communes de l'immeuble sis "13, 14, 15, 16, 17 et 18 Rue de la Bergamote" à NANCY (54000).....	1357
Arrêté N° 1079/2013/ARS/DT54 du 7 novembre 2013 portant sur la levée totale de l'arrêté N° 571/2009/DDASS/SE du 19 juin 2009 déclarant les parties privatives à usage d'habitation et les parties communes de l'immeuble sis 33 rue de Lorraine - 54300 LUNEVILLE insalubres réparables.....	1359
Arrêté N° 1080/2013/ARS/DT54 du 30 octobre 2013 portant mise en demeure de prendre des mesures propres à faire cesser un danger dans le logement 69, 3ème étage, sis 140 rue de la République à JARVILLE-LA-MALGRANGE (54140).....	1359
Cellule prévention et promotion de la santé.....	1360
Arrêté 2013-1031 du 21 octobre 2013 portant renouvellement de l'habilitation du centre de santé MGEN de Nancy en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles (CIDDIST).....	1360
Arrêté 2013-1074 du 5 novembre 2013 portant renouvellement de l'habilitation du Centre Hospitalier de TOUL en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles (CIDDIST), centre de lutte contre la tuberculose (CLAT) et centre de vaccination (CV).....	1361
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	1361
Produits de santé et biologie.....	1361
Arrêté ARS n° 2013-1067 du 24 octobre 2013 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) de la Maternité Régionale A. Pinard à Nancy : préparation de mélanges binaires de nutrition parentérale pour le compte de l'Hôpital Brabois Enfants - Centre Hospitalier Universitaire de NANCY.....	1361
Arrêté n° 2013-1071 du 29 octobre 2013 portant modification de l'autorisation de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical accordée à la SAS ADS LORRAINE sise ZA - CD 960 A N°7 à DOMGERMAIN (54119).....	1362
DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE.....	1362
Arrêté du 12 novembre 2013 accordant subdélégation de signature par le directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de la Meurthe-et-Moselle.....	1362
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	1363
SOLIDARITE - INSERTION.....	1363
Arrêté N° DDCCS/SI/2013-106 du 12 novembre 2013 portant rejet d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	1363

Arrêté N° DDSCS/SI/2013-107 du 12 novembre 2013 portant rejet d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	1364
Arrêté N° DDSCS/SI/2013-109 du 30 octobre 2013 portant agrément au titre de l'intermédiation locative et la gestion locative sociale de l'association « familiale d'aide et de soutien aux travailleurs handicapés mentaux », AFAST.....	1364
Arrêté N° 110 du 23 octobre 2013 fixant la composition nominative du conseil départemental consultatif des personnes handicapées.....	1365
JEUNESSE, EDUCATION POPULAIRE ET SPORT.....	1366
Arrêté n° 111 du 30 octobre 2013 portant interdiction temporaire à Monsieur Hervé LORRAIN d'exercer les fonctions de l'article L. 212-1 du code du sport, selon la procédure d'urgence prévue à l'article L. 212-13 du code du sport.....	1366
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1367
AGRICULTURE - FORÊT – CHASSE.....	1367
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/391 du 22 octobre 2013 portant dissolution de l'association foncière de RECHICOURT-LA-PETITE.....	1367
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 363 du 28 octobre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MONT-LE-VIGNOBLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3565.....	1368
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 396 du 28 octobre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à PORT-SUR-SEILLE - MORVILLE-SUR-SEILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3646.....	1368
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 397 du 28 octobre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3604.....	1369
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 398 du 28 octobre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à THELOD - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3599.....	1369
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 399 du 28 octobre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LANEUVILLE-DEVANT-BAYON - VOINEMONT - BENNEY - CREVECHAMPS - MANGONVILLE - LEMENIL-MITRY - NEUVILLER-SUR-MOSELLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3645.....	1370
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 400 du 28 octobre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à FLIREY - LIMEY-REMENAUVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3633.....	1370
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 401 du 28 octobre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MANCE - BRIEY - MOUTIERS - AVRIL - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3644.....	1371
Décision 2013/DDT54/AFC/n° 402 du 28 octobre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3533.....	1371
Unité forêt - chasse.....	1372
Arrêté n° 385 du 7 novembre 2013 relatif à l'usage de pièges pour le castor dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	1372
Arrêté n° 392 du 24 octobre 2013 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de VILLERS-EN-HAYE.....	1372
Barème d'indemnisation (2e partie).....	1373
Barème d'indemnisation (3e partie).....	1373
Barème d'indemnisation (4e partie).....	1373
Arrêté n° 403 du 30 octobre 2013 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de VILLERS-LA-CHEVRE.....	1374
Arrêté n° 408 du 4 novembre 2013 relatif à une autorisation de défrichement - Territoire communal de FLIREY.....	1374
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	1375
Pôle nature, biodiversité, pêche.....	1375
Arrêté DDT-NBP-2013/041 du 30 octobre 2013 autorisant la pêche de la carpe de nuit dans le département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2014.....	1375
Arrêté DDT-PÊCHE 2013/043 du 25 octobre 2013 instituant des réserves de pêche sur certains tronçons de la rivière Meurthe en 2014.....	1377
AUTRES SERVICES.....	1378
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	1378
DIRECTION GENERALE.....	1378
Délégation de signature 2013-11-04 du 4 novembre 2013.....	1378

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE BRIEY***Bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales***Arrêté du 31 octobre 2013 instituant l'implantation du bureau de vote dans la commune d'AVRIL - Année 2014**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Électoral, notamment les articles L.17, R.24 et R.40,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les régions et départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2013 donnant délégation de signature à Monsieur François PROISY, Sous-Préfet de BRIEY,

VU la demande du maire d'AVRIL en date du 18 octobre 2013, souhaitant modifier l'emplacement de la salle de vote,

CONSIDERANT que la salle située au 26 rue de l'Église est plus adaptée pour le bureau de vote unique que le groupe scolaire situé rue des Écoles,

ARRETE

Article 1er - Le bureau unique d'AVRIL est établi au 26 rue de l'Église.

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY et Monsieur le Maire d'AVRIL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché dès réception.

Briey, le 31 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,
François PROISY

Arrêté du 31 octobre 2013 désignant les délégués de l'Administration au sein des Commissions Administratives chargées de la révision des listes électorales pour l'année 2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Électoral, notamment son article L.17,

VU la circulaire ministérielle (Intérieur) n° 69-352 du 21 juillet 1969 portant instructions relatives à la révision des listes électorales,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2013 donnant délégation de signature à Monsieur François PROISY, Sous-Préfet de BRIEY,

ARRETE

Article 1er - Les personnes dont les noms suivent sont désignées pour siéger en qualité de délégués de l'Administration au sein des Commissions Administratives chargées de la révision des listes électorales pour l'année 2014 :

Communes	Délégués à l'établissement de la liste par bureau de vote	Délégués à la commission chargée de l'établissement de la liste générale
ABBEVILLE LES CONFLANS	MONTAROLO Danièle	
AFFLEVILLE	CUEL-OLLER Michel	
ALLAMONT	STORHAYE Jean-Pierre	
ALLONDRELLE LA MALMAISON - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	BOLTZ Stéphane LEDOYEN Jean-Pierre	MARIEMBERG Ginette
ANDERNY	BEAUCART Virginie	
ANOUX	SCHMITT Pierre	
AUBOUE - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau - 3 ^{ème} bureau	JOLAS Jeanine CHECHETTO Michel FABBRI Arlette	CHECHETTO Michel
AUDUN LE ROMAN - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	LACROIX Jean LACROIX Jean	LACROIX Jean
AVILLERS	CAPELLINI Chantal	
AVRIL	BIANCONI Valter	
LES BAROCHES - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	GITZINGER Huguette ZAVATTIERO Annick	ZAVATTIERO Annick
BASLIEUX - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	DUPUICH Alain ZINCK Fabiola	ZINCK Fabiola
BATILLY	CROUTSCH Sylvie	
BAZAILLES	LEONARD René	
BECHAMPS	CHARY Jean-Michel	
BETTAINVILLERS	LOPES Sylvestre	
BEUVEILLE	HENRY Gabrielle	

BEUVILLERS	TONEGUTTI Marie-Claude	
BOISMONT	MUHLEN Jean	
BONCOURT	REISS Julia	
BRAINVILLE	COZE Mireille	
BREHAIN LA VILLE	PALLOTTA Altobrando	
BRIEY - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau - 3 ^{ème} bureau - 4 ^{ème} bureau - 5 ^{ème} bureau	DIETSCH François RESTELLE Eddie PIECZAK Henri KOWALEWSKI Danièle DJELLA Majid	MARCHI Jean
BRUVILLE	LEMAL Bernard	
CHAMBLEY BUSSIERES	ROSELEUR Lise	
CHARENCEY VEZIN	NOEL Michel	
CHENIERES	GABRIELLI Lydia	
COLMEY	TROGNON Etienne	
CONFLANS EN JARNISY - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	BILLON Christiane BOUCHON Philippe	BILLON Christiane
CONS LA GRANDVILLE	NICOLAS François	
COSNES ET ROMAIN - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau - 3 ^{ème} bureau	OLIVEIRA Alain BLAISING Jean-Marc PETIT Jacqueline	AUDU Evelyne
CRUSNES - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	GRISSELIN Rosine MASO Charlotte	MAURICE Michel
CUTRY	BIRROU Djamila	
DAMPVITOUX	GUERARD Gilberte	
DOMPRIX	RENAUDIN Denis	
DONCOURT LES CONFLANS	ROBERT Bernard	
DONCOURT LES LONGUYON - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	BEAUFORT Angelina BLICHARZ Serge	MARCHAND André
EPIEZ SUR CHIERS	JENTGENS Laurence	
ERROUVILLE	KALINITCHENKO Vitali	
FILLIERES	BOUSSALEM Véronique	
FLEVILLE LIXIERES	HENRYON Gérard	
FRESNOIS LA MONTAGNE	LAMINE Michel	
FRIAUVILLE	HENRIOT Yves	
GIRAUMONT	PLUNTZ Pierre	
GONDRECOURT AIX	DONNEN Olivier	
GORCY	FOSTY Jacqueline	
GRAND FAILLY - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	PERIN Christelle HARDOUIN Pierre	LAMINETTE Michel
HAGEVILLE	TISSIER Johan	
HAN DEVANT PIERREPONT	PIRAN Robert	
HANNONVILLE SUZEMONT	NOEL Didier	
HATRIZE	ANDRE Rémy	
HAUCOURT MOULAIN	GREGOIRE Jacques PIGNOT Gilbert L'HOTEL Gisèle	PIGNOT Gilbert
HERSERANGE - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau - 3 ^{ème} bureau	NERONE Michel MOITRY Jeannine HOUVAIN Josette	NERONE Michel

HOMECOURT - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau - 3 ^{ème} bureau - 4 ^{ème} bureau	JAMAIN Sylvain STEFINI Bruno BABBI Giacomo HANEN Dominique	JAMAIN Sylvain
HUSSIGNY GODBRANGE - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau - 3 ^{ème} bureau	ARNOULD Jean Yvan BOURGON Guy VICENZI Yvon	RONCONI Daniel
JARNY - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau - 3 ^{ème} bureau - 4 ^{ème} bureau - 5 ^{ème} bureau - 6 ^{ème} bureau - 7 ^{ème} bureau	MANN Sylvie BEAUGNON Michel PILLOT Michel ANDRE Jean-Marie CHEBRE Serge PETERLINI Françoise LEMOINE Josiane	MANN Sylvie
JEANDELIZE	KIEFFER Jacques	
JOEUF - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau - 3 ^{ème} bureau - 4 ^{ème} bureau - 5 ^{ème} bureau - 6 ^{ème} bureau	KOZLOWSKI Edouard FISCHER Michel BAGGIO Lydie CONGNARD Fabienne MASSENET Gérard BERTIN Lorella	VAN WEERSTH Jean-Claude
JOPPECOURT	HENQUINET Maurice	
JOUAVILLE	DURAND Christian	
JOUDREVILLE	TABAGLIO Christian	
LABRY	CHAUMONT Françoise	
LAIX	PETIT Daniel	
LANDRES	FONDEUR Marc	
LANTEFONTAINE - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	MOURTON Alma KOWALEWSKI Edouard	KOWALEWSKI Edouard
LEXY - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau - 3 ^{ème} bureau - 4 ^{ème} bureau	STEGER Lucien MULDER Bernard BRESSAN Sylviane LIGI Alban	HABERT Bernard
LONGLAVILLE	TRIBOLET Dominique	
LONGUYON - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau - 3 ^{ème} bureau - 4 ^{ème} bureau	GALANTINI Bernard GALANTINI Bernard TROGNON Raymond BURTEAUX Michaël	GERSON Roger
LONGWY - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau - 3 ^{ème} bureau - 4 ^{ème} bureau - 5 ^{ème} bureau - 6 ^{ème} bureau - 7 ^{ème} bureau - 8 ^{ème} bureau - 9 ^{ème} bureau	POMPIGLIANI Serge LEJEUNE Delphine PEREIRA Claude JACQUE Sébastien PROISY Patrick MICHELETTO Claude CARETTE Roger PRANZETTI Marie-Madeleine KAZMAREK Annie	CARETTE Roger
LUBEY	JACOB Didier	
MAIRY MAINVILLE - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	FOGLIAZZA Sylvie COMETTI Marcel	FOGLIAZZA Sylvie
MALAVILLERS	ONYSZCZUK Thérèse	
MANCE	VEGEZZI Claude	
MANCIEULLES	WARIN Patrick	
MARS LA TOUR	GROS Brigitte	
MERCY LE BAS	KOSINSKI Brigitte	
MERCY LE HAUT	BOURGEOIS Josiane	

MEXY - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	AGLAT Fabienne REYTER Corinne	AGLAT Fabienne
MOINEVILLE - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	AMOURETTE Yannick KUENTZ Fabien	AMOURETTE Yannick
MONT BONVILLERS	PAQUIN Denis	
MONTIGNY SUR CHIERS - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	SAINT VANNE Jacqueline RAULET Nadine	BAUDRY Camille
MONT SAINT MARTIN - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau - 3 ^{ème} bureau - 4 ^{ème} bureau - 5 ^{ème} bureau - 6 ^{ème} bureau	PARIS Jacques ABRAM Carmen RICHARD Michel WEBER Dominique JORET Christiane HENROT Claude	PIERROT Gabrie
MORFONTAINE - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	SCQUIZZATO Mario VIELLE Léandre	NIZZI Marcel
MOUAVILLE	ALBRECH Gabriel	
MOUTIERS - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	KUBARENKO Marie KUBARENKO Marie	KUBARENKO Marie
MURVILLE	PAQUIN Dominique	
NORROY LE SEC	DUPUIS Olivier	
OLLEY	GERMAIN Sylvia	
ONVILLE	BARBESANT Geneviève	
OTHE	TOUSSAINT Alain	
OZERAILLES	BERTRAND Pascal	
PETIT FAILLY	MENU Dominique	
PIENNES	COUJOUR Nicole	
PIERREPONT	DEGLIN Christian	
PREUTIN HIGNY	GROSCLAUDE Cédric	
PUXE	PAGNUSSAT Christophe	
PUXIEUX	POROTTI Denise	
REHON - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau - 3 ^{ème} bureau - 4 ^{ème} bureau	DANLOY Jean-Paul MADOTTO Jean-Marie RICHY Michel BASTIEN Roger	DANLOY Jean-Paul
SAINT AIL	ARCHEN Anne	
SAINT JEAN LES LONGUYON	CRUCIFIX Jean-Claude	
SAINT JULIEN LES GORZE	HIPOLITE Marie-Jeanne	
SAINT MARCEL	CHOQUET Jean-Pierre	
SAINT PANCRE	MACYK André	
SAINT SUPPLET	GOTTI Jean-Luc	
SANCY	MAMPRIN Jean-Marie	
SAULNES - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	MUNARO Daniel GRITTI René	ZILIO Nadège
SERROUVILLE	BURGOS Alfred	
SPONVILLE	LADOUCE Jacqueline	
TELLANCOURT	BERT André	
THIL - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	FRIGOLI Jean Philippe FIORUCCI Rita	MARASSE Pauline
THUMEREVILLE	BILLIAUX André	
TIERCELET	SCHILTZ Pierre	

TRIEUX - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	KRIZNIK Jean-Claude HOFFMANN Jean	HOFFMANN Jean
TRONVILLE	LABACHE Jacky	
TUCQUEGNIEUX - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	WAWRZYNIAK Marianne FRETTE Patrick	WAWRZYNIAK Marianne
UGNY	LANGARD Marie-Paule	
VALLEROY - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau	MUSIOL Jean-Pierre GUARNIERI Béatrice	MORETTI Maurice
VILLE AU MONTOIS	LAURENT Jacques	
VILLECEY SUR MAD	CULLI Joëlle	
VILLE HOUDLEMONT	GOETZ Jean-François	
VILLERS LA CHEVRE	NARDESE Jean-Louis	
VILLERS LA MONTAGNE	ARNOULD Gérard	
VILLERS LE ROND	GILLARDIN Eric	
VILLERUPT - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau - 3 ^{ème} bureau - 4 ^{ème} bureau - 5 ^{ème} bureau - 6 ^{ème} bureau - 7 ^{ème} bureau	RENELLI Yvon RENELLI Yvon CREBEC Jean STEINER Jean-Claude STEINER Jean-Claude POPIELA Marie-Rose POLSINELLI Mireille	RAGUGINI Laura
VILLE SUR YRON	TANCZAK Thérèse	
VILLETTE	HAUMARET Michel	
VIVIERS SUR CHIERS - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau - 3 ^{ème} bureau	LAURENT Francis DIDIER Chantal MATHIOTTE Michel	SERAMOUR Pierre
WAVILLE	VINCENT Corinne	
XIVRY CIR COURT	FLORIMOND Jean-Marc	
XONVILLE	CLAUDE Daniel	

Article 2 - Mesdames et Messieurs les maires des communes de l'arrondissement de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Briey, le 31 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,
François PROISY

Arrêté du 7 novembre 2013 fixant l'implantation temporaire du bureau de vote dans la commune de PIENNES - Année 2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Électoral, notamment les articles L.17, R.24 et R.40,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les régions et départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2013 donnant délégation de signature à Monsieur François PROISY, Sous-Préfet de BRIEY,
VU la demande de Monsieur le maire de PIENNES en date du 16 septembre 2013,
CONSIDERANT que des travaux de réfection vont être entrepris dans le bureau de vote unique, qui était initialement situé salle Gérard Philipe,

ARRETE

Article 1er : Le bureau de vote unique de la commune de PIENNES est établi, pour une durée d'un an, à la salle Jean Vilar, sise rue du 8 mai 1945.

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY et Monsieur le Maire de PIENNES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché dès réception.

Briey, le 7 novembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,
François PROISY

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Arrêté du 16 octobre 2013 autorisant l'extension des compétences de la Communauté Urbaine du Grand Nancy thermalisme pour le site de Nancy Thermal et les activités et produits en découlant à compter du 1er janvier 2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5215-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1995 portant création de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ;

VU la délibération du 31 mai 2013 par laquelle le conseil communautaire de la communauté urbaine du Grand Nancy a décidé de soumettre aux communes membres une proposition d'extension de ses compétences en matière de « thermalisme » pour le site de Nancy Thermal et les activités et produits en découlant à compter du 1er janvier 2014 ;

VU les délibérations favorables des communes de :

- Art-sur-Meurthe du 2 juillet 2013,
- Dommartemont du 4 septembre 2013,
- Fléville-devant-Nancy du 12 juin 2013,
- Heillecourt du 2 juillet 2013,
- Houdemont du 8 juillet 2013,
- Jarville-la-Malgrange du 27 juin 2013,
- Laneuveville-devant-Nancy du 27 juin 2013,
- Ludres du 24 juin 2013,
- Maxéville du 24 juin 2013,
- Nancy du 24 juin 2013,
- Pulnoy du 5 septembre 2013,
- Saint-Max du 1er juillet 2013,
- Saulxures-lès-Nancy du 18 juin 2013,
- Seichamps du 5 septembre 2013 ;

VU l'absence de délibération, valant avis favorable, des communes de :

- Essey-lès-Nancy,
- Laxou,
- Malzéville,
- Vandœuvre-lès-Nancy,
- Villers-lès-Nancy ;

VU l'avis défavorable de la commune de Tomblaine en date du 26 juin 2013 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée, telle que définie à l'article L5211-17 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - L'arrêté préfectoral du 31 décembre 1995 portant création de la communauté urbaine du Grand Nancy est complété par un article 4-10 ainsi rédigé :

« Les compétences de la communauté urbaine du Grand Nancy sont étendues à la compétence thermalisme pour le site de Nancy Thermal et les activités et produits en découlant à compter du 1er janvier 2014 »

Le reste sans changement.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté urbaine du Grand Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées ainsi qu'au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 16 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté interpréfectoral (Moselle/Meurthe-et-Moselle) n° 2013-DCTAJ/1- 039 du 18 octobre 2013 autorisant l'adhésion des communes de ANCY-SUR-MOSELLE et DORNOT au Syndicat Intercommunal des Eaux de Gravelotte et de la Vallée de l'Orne (S.I.E.G.V.O.)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet de la région Lorraine,

Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est,

Préfet de la Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5211-18 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juin 1938 modifié autorisant la création du syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la Vallée de l'Orne (S.I.E.G.V.O.) ;

VU l'arrêté interpréfectoral n° 2004-DRCL/1-020 du 3 mars 2004 et du 29 mars 2004 entérinant l'adoption des nouveaux statuts du syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la Vallée de l'Orne (S.I.E.G.V.O.) ;

VU l'arrêté interpréfectoral n° 2011-DCTAJ/1-012 du 21 avril 2011 portant modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la Vallée de l'Orne (S.I.E.G.V.O.) ;

VU les délibérations du 18 février 2013 et du 8 avril 2013 du conseil municipal de la commune de ANCY-SUR-MOSELLE demandant son adhésion au syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la Vallée de l'Orne (S.I.E.G.V.O.) ;
VU la délibération du 14 mars 2013 du conseil municipal de la commune de DORNOT demandant son adhésion au syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la Vallée de l'Orne (S.I.E.G.V.O.) ;
VU la délibération du 12 mars 2013 du comité du syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la Vallée de l'Orne (S.I.E.G.V.O.) acceptant l'adhésion des communes de ANCY-SUR-MOSELLE et DORNOT ;
VU les délibérations émises par les conseils municipaux des communes membres du syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la Vallée de l'Orne (S.I.E.G.V.O.) ;
Considérant que les conditions de majorité prévues par le code général des collectivités territoriales sont réunies ;
VU les avis des sous-préfets de Thionville et Briey ;
SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er - Sont autorisées les adhésions des communes de ANCY-SUR-MOSELLE et DORNOT au syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la Vallée de l'Orne (S.I.E.G.V.O.) à compter du 1^{er} janvier 2014.

Article 2 - L'arrêté sera publié, conformément aux usages locaux, par les collectivités concernées et inséré au recueil des actes administratifs des préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Les annexes pourront être consultées à la préfecture.

Article 3 - Les secrétaires généraux des préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de Briey, Metz-Campagne et Thionville, le directeur régional des finances publiques de Lorraine et du département de la Moselle, le directeur départemental des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle, le président du syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la Vallée de l'Orne (S.I.E.G.V.O.) ainsi que les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au Président de la Chambre Régionale des Comptes de Lorraine.

Metz, le 18 octobre 2013

Nancy, le 18 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Olivier du CRAY

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Meuse) du 13 novembre 2013 autorisant le retrait de la commune de BONCOURT de la compétence assainissement du syndicat intercommunal des eaux du Soiron

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

La Préfète de la Meuse,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1931 portant création du syndicat intercommunal des eaux du Soiron ;

VU la délibération du 9 novembre 2012 par laquelle la commune de Boncourt demande son retrait du syndicat intercommunal des eaux du Soiron pour la compétence assainissement ;

VU la délibération du 3 avril 2013 par laquelle le comité syndical du syndicat intercommunal des eaux du Soiron accepte cette demande de retrait ;

VU la notification aux communes membres le 23 avril 2013 ;

VU les avis favorables rendus par les conseils municipaux des communes membres, à savoir :

Allamont (8 avril 2013), Batilly (22 mai 2013), Brainville (24 mai 2013), Chambley-Bussières (18 juin 2013), Charey (3 juin 2013), Conflans-en-Jarnisy (28 juin 2013), Dommartin-La-Chaussee (21 juin 2013), Fléville-Lixières (11 juillet 2013), Friaucourt (31 mai 2013), Giraumont (21 mai 2013), Jeandelize (14 juin 2013), Labeuville (1^{er} juillet 2013), Olley (24 juin 2013), Ozerailles (26 juin 2013), Saint-Ail (7 juin 2013), Saint-Marcel (11 juin 2013), Thumeréville (11 juin 2013), Tronville (11 juin 2013), Vigneulles (28 juin 2013), Ville-sur-Yron (5 juin 2013) et Villers-Sous-Pareid (13 juin 2013) ;

VU les avis défavorables rendus par les conseils municipaux des communes membres à savoir :

Abbéville-lès-Conflans (7 juin 2013), Auboué (29 mai 2013), Béchamps (6 juin 2013), Bruville (19 juin 2013), Doncourt-lès-Conflans (28 mai 2013), Jouaville (27 juin 2013), Labry (17 mai 2013), Lachaussée (21 juin 2013), Mars-la-Tour (28 juin 2013), Puxieux (7 juin 2013), Waville (24 juin 2013) et Xonville (13 juin 2013) ;

VU l'absence d'avis des communes de Dampvitoux, Hageville, Hannonville-Suzemont, Hatrize, Latour-en-Woevre, Puxe, Rembercourt-sur-Mad, Saint-Julien-lès-Gorze, et le Syndicat intercommunal pour l'alimentation en eau, valant avis favorable ;

VU les avis rendus par les conseils municipaux de communes de Sponville (12 avril 2013) et de Mouaville (19 août 2013) hors du délai de consultation valant avis favorable ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L.5211-17 et L.5211-5 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

VU l'avis favorable de Madame la Sous-Préfète de Commercy en date du 14 août 2013 ;

VU l'avis favorable de Monsieur le Sous-Préfet de Verdun en date du 8 août 2013 ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

ARRETE

Article 1er - Le retrait de la commune de Boncourt de la compétence assainissement du syndicat intercommunal des eaux du Soiron est accepté.

Article 2 - Les statuts du syndicat sont modifiés en conséquence.

Article 3 - Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de Briey, Commercy et Verdun et le président du Syndicat Intercommunal des Eaux du Soiron sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires et aux présidents des collectivités concernées ainsi qu'aux directeurs départementaux des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 13 novembre 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

La Préfète de la Meuse,
Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale,
Hélène COURCOUL-PETOT

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE*Bureau des procédures environnementales / Délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle*

Arrêté du 25 octobre 2013 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par le captage de la source Pré Robé, sur et par la commune de MAIXE ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;
 VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;
 VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;
 VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;
 VU le décret n°86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;
 VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;
 VU l'arrêté préfectoral du 14 février 2013 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage de la source Pré Robé, sur et par la commune de MAIXE ;
 VU la délibération du conseil municipal de MAIXE du 22 mai 2008 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection de la source Pré Robé à MAIXE ;
 VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 01 mars 2010 ;
 VU la régularisation du prélèvement au titre du code de l'environnement délivré à la commune de Maixe le 18 janvier 2011 ;
 VU l'avis du commissaire enquêteur à l'issue de ces enquêtes, daté du 16 avril 2013 ;
 VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance de 12 septembre 2013 ;
 CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;
 CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de MAIXE énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;
 CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de MAIXE ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E**TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES****Article 1er - Objet**

Le présent arrêté concerne :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par la source Pré Robé sur et par la commune de MAIXE ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ce point d'eau ;
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 - Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par la source Pré Robé ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ce point d'eau et l'institution de servitudes associées à ces périmètres.

TITRE II – DERIVATION DES EAUX**Article 3 - Situation**

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le captage ci-après identifié :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m EPD)
				X =	Y =	
Source Pré Robé	MAIXE	n° 45 section ZI	02308X0063	902 345	2 413 508	223

Article 4 - Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 60 000 m³/an.

Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 - Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III – PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

Article 8 - Définition des périmètres de protection

Les plans parcellaires et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée.

8-1 - Périmètres de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate de la source Pré Robé est situé sur la commune de MAIXE et concerne la parcelle ci-dessous :

Commune	Section	Lieu dit	Parcelle	Surface
MAIXE	ZI	Poirier Grand Mère	n°45	5 a 28 ca

Il comprend la station de traitement-refoulement.

Le périmètre satellite de protection immédiate du réservoir de distribution est situé sur la commune de MAIXE et concerne la parcelle ci-dessous :

Commune	Section	Lieu dit	Parcelle	Surface
MAIXE	ZI	Bas des Chappes	n°17	7 a 47 ca

8-2 - Périmètre de protection rapprochée « A »

Le périmètre de protection rapprochée « A » de la source Pré Robé est situé sur la commune de MAIXE et couvre une surface de l'ordre de 18 hectares.

8-3 - Périmètre de protection rapprochée « B »

Le périmètre de protection rapprochée « B » de la source Pré Robé est situé sur la commune de MAIXE et couvre une surface de l'ordre de 11 hectares.

8-4 - Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée de la source Pré Robé est situé sur la commune de MAIXE et couvre une surface de l'ordre de 58 hectares.

Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres protection immédiate (PPI)

Les terrains nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate sont la propriété de la commune de MAIXE et doivent le rester. Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Les surfaces des périmètres de protection immédiate sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Article 10 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée « A » (PPR)

A l'intérieur de ce périmètre est interdit ou réglementé tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

10.1 - Travaux souterrains	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.1.1 La création de tout ouvrage de captage d'eau (forages, puits...) dans le même aquifère, excepté pour le renforcement ou la substitution de la ressource actuelle dans un but de production publique d'eau destinée à la consommation humaine. 10.1.2 La création de tout ouvrage de captage d'eau (forages, puits...) non utilisé pour la production publique d'eau destinée à la consommation humaine ou destiné à la surveillance de l'aquifère capté. 10.1.3 L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 1 mètre de profondeur. 10.1.4 L'ouverture et l'exploitation de carrières.	10.1.5 Le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations ou les exhaussements de sol sont réalisés à l'aide de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe contrôlé au préalable avant mise en œuvre.
10.2 - Stockages et dépôts : déchets, hydrocarbures, produits chimiques de synthèse	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.2.1 Les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux. 10.2.2 L'installation d'ouvrages de transport et de dépôt/stockage d'hydrocarbures et de produits chimiques de synthèse ainsi que le stockage de déchets ménagers, d'activités de soins et industriels ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau. 10.2.3 Les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables. 10.2.4 Les canalisations d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux 10.2.5 Les stockages de produits chimiques. 10.2.6 Les stockages de produits destinés aux cultures (voir rubriques 10.3 et 10.4).	
10.3 - Stockage et épandage de produits phytosanitaires	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.3.1 Le stockage de produits phytosanitaires excepté dans les locaux dédiés conformes à la réglementation en vigueur et existants à la date de signature du présent arrêté. 10.3.2 La préparation de bouillies de traitement et le remplissage du pulvérisateur excepté sur une aire de remplissage conforme à la réglementation en vigueur et existante à la date de signature du présent arrêté.	

10.3.3 La vidange de fonds de cuve de produits phytosanitaires. 10.3.4 L'épandage de tout produit phytosanitaire sauf, en dernier recours, dans les cas de la lutte contre les espèces indésirables défini par arrêté préfectoral relatif aux Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales (BCAE).	
10.4 - Stockage et épandage d'engrais azotés	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
10.4.1 Le stockage d'engrais azotés organiques ou de synthèse, y compris fumier, excepté dans les hangars dédiés conformes à la réglementation en vigueur et existants à la date de signature du présent arrêté. 10.4.2 L'épandage de lisier. 10.4.3 L'épandage de boues de station d'épuration. 10.4.4 L'épandage de boues industrielles. 10.4.5 L'épandage de produits liquides : purin, lisier, fumier peu pailleux ou fumier de raclage et jus d'ensilage.	10.4.6 L'épandage d'engrais et amendements azotés autorisés seront conduits, en cas de nécessité, selon le Code des Bonnes Pratiques Agricoles.
10.5 - Eaux usées et eaux pluviales	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
10.5.1 Les stockages d'effluents domestiques collectifs. 10.5.2 Les canalisations. 10.5.3 Les stockages d'effluents industriels.	
10.6 - Constructions	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
10.6.1 Les constructions et les installations de toute nature autre que celles strictement nécessaires à l'exploitation des installations et du réseau public d'alimentation en eau potable. 10.6.2 La création/extension de cimetières.	
10.7 – Activités agricoles	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
<u>Pratiques culturales</u> 10.7.1 La suppression des prairies permanentes existantes à la signature du présent arrêté excepté pour un réensemencement immédiat. <u>Autres pratiques agricoles</u> 10.7.2 Le maraîchage, les serres et pépinières, à l'exception du jardinage à usage unifamiliale.	
10.8 - Activités forestières	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
10.8.1 Les défrichements en application de l'article L.311-3 du Code Forestier. 10.8.2 Les aires de stockage de bois de plus de trois mois à moins de 250 mètres des captages. 10.8.3 Le traitement sur place du bois abattu (à mentionner dans les clauses de vente du bois). 10.8.4 L'utilisation du poison pour la destruction des animaux. 10.8.5 L'enfouissement de cadavres d'animaux.	10.8.6 Tout incident ou accident (renversement d'engin, rupture de réservoir, carter, etc) susceptible d'entraîner une pollution est signalé à la commune.
10.9 - Voies de circulation	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
10.9.1 Le traitement chimique des aires de stationnement, voies routières et ferrées par herbicides chimiques.	10.9.2 Les travaux de voirie doivent utiliser des matériaux inertes provenant de carrière.
10.10 - Activités de loisir	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
<u>Chasse / Gibier</u> 10.10.1 Toute action susceptible d'attirer le gibier à moins de 250 mètres des captages (aires d'affouragement et d'agrainage...) <u>Camping</u> 10.10.2 Les campings, caravans et annexes. <u>Autres activités</u> 10.10.3 La pratique des sports mécaniques (Moto-Cross, Véhicules tout-terrain, Quad...)	

Article 11 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée « B »

A l'intérieur de ce périmètre est interdit ou réglementé tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

11.1 - Travaux souterrains	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
11.1.1 L'ouverture et l'exploitation de carrières.	<p>11.1.2 Le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations ou les exhaussements de sol sont réalisés à l'aide de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe contrôlé au préalable avant mise en œuvre.</p> <p>11.1.3 L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 1 mètre de profondeur est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection vis-à-vis des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles.</p> <p>11.1.4 Les captages, puits, forages font l'objet d'une déclaration aux services concernés et à la commune. Si la nappe de la Dolomie de Beaumont est exploitée, les prélèvements totaux seront inférieurs à 11 000 m³/an. En cas d'affaiblissement constaté des capacités du captage de Pré Robé, les prélèvements sur ces captages pourront être interdits par la commune de Maixe, jusqu'à rétablissement des caractéristique normales de l'ouvrage.</p>
11.2 - Stockages et dépôts : déchets, hydrocarbures, produits chimiques de synthèse	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
	11.2.1 Pour les immeubles existants à la date de signature du présent arrêté, les cuves de stockage d'hydrocarbures sont installées hors sol et équipées d'un bac de rétention adapté ou seront enterrées et munies d'une double paroi avec détecteur de fuite et bac de rétention.
11.3 - Stockage et épandage de produits phytosanitaires	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
	<p>11.3.1 Les locaux de stockage existants à la date de signature du présent arrêté sont mis aux normes conformément à la réglementation, afin d'empêcher toute pollution du sol.</p> <p>11.3.2 Les aires de remplissage sont aménagées à proximité des locaux de stockage des produits phytosanitaires. Elles sont étanches, équipées d'un dispositif de rétention et pourvues d'un point d'eau sécurisé empêchant toute contamination du réseau par phénomène de retour d'eau.</p> <p>11.3.3 Les épandages se font selon le Code des Bonnes Pratiques Agricoles.</p>
11.4 - Stockage et épandage d'engrais azotés	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>11.4.1 L'épandage de lisier.</p> <p>11.4.2 L'épandage de boues de station d'épuration.</p>	11.4.3 Les lieux de stockage d'engrais azotés organiques ou de synthèse, y compris fumier, sont conçus conformément à la réglementation afin d'empêcher toute pollution.
11.5 - Eaux usées et eaux pluviales	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
	11.5.1 Les installations véhiculant ou traitant des eaux usées domestiques ou industrielles sont étanches et éprouvées avant mise en service. Elles sont contrôlées tous les 5 ans par l'exploitant.
11.6 - Constructions	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
	11.6.1 Tout nouveau bâtiment agricole dont les bâtiments d'élevage et d'engraissement doit être conforme aux normes et aucun rejet risquant de polluer les sols n'est accepté.
11.7 - Activités agricoles	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
11.7.1 La suppression des prairies permanentes existantes à la signature du présent arrêté excepté pour un réensemencement immédiat.	

11.8 - Voies de circulation	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
11.8.1 Le traitement chimique des aires de stationnement, voies routières et ferrées par épandage de produits chimiques.	11.8.2 Les travaux de voirie doivent utiliser des matériaux inertes provenant de carrière.

Article 12 - Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection éloignée (PPE)

12.1 - Activités forestières
ACTIVITES REGLEMENTEES
12.1 Tout incident ou accident (renversement d'engin, rupture de réservoir, carter, etc) susceptible d'entraîner une pollution est signalé à la commune.

Article 13 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai de deux ans :

- Contrôle et réfection de l'étanchéification de la partie hors sol du captage, vérification du joint torique ;
- Réfection du système d'aération du captage, protégé par un grillage pare-insectes ;
- Etanchéification de la bâche de reprise ;
- Mise en place d'une clôture du périmètre de protection immédiate et de son grillage rigide de 2 m de haut, muni d'un portail d'accès.

Article 14 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations des articles 10, 11 et 12 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

Article 15 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune de MAIXE est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection. Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 10, 11 et 12 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 16 - Publicité

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Il est affiché à la mairie de la commune de MAIXE pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Le maire de la commune de MAIXE conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

TITRE IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**Article 17 - Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 18 - Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, de traitement, agréé par le ministère chargé de la santé, de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 19 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la délégation territoriale de Meurthe et Moselle de l'Agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES**Article 20 - Annexes**

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- Annexe 1 : Plan de situation au 1/12500° des périmètres de protection,
- Annexe 2 : Plan parcellaire au 1/2500° des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée,
- Annexe 3 : Plan de bornage au 1/250° des périmètres de protection immédiate,
- Annexe 4 : Etat parcellaire.

Article 21 - Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ou de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

Article 22 - Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au bureau des recherches géologiques et minières,
- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement,
- à la chambre d'agriculture,
- à l'agence de l'eau Rhin Meuse,
- au tribunal administratif.

Article 23 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le délégué territorial de Meurthe et Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de MAIXE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté interpréfectoral du 4 novembre 2013 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage de la source communale, sur et par la commune de GEMONVILLE ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet des Vosges,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;

VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n°86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU la délibération du conseil municipal de Gémonville du 17 février 2006 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection de la source communale à Gémonville ;

VU l'arrêté interpréfectoral d'ouverture d'enquête du 25 mars 2013 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection de la source communale sur et par la commune de Gémonville ;

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur le territoire des communes de Gémonville (54) et d'Aroffe (88) ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique de juin 2008 ;

VU la régularisation de prélèvement au titre du code de l'environnement délivré à la commune de Gémonville en date du 28 mai 2010 ;

VU l'avis du commissaire enquêteur du 21 juin 2013 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Meurthe et Moselle au cours de sa séance du 10 octobre 2013 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques des Vosges au cours de sa séance 22 octobre 2013 ;

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Gémonville énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Gémonville ;

SUR proposition des secrétaires généraux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et de la préfecture des Vosges ;

A R R E T E

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er - Objet

Le présent arrêté concerne :

1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par la source communale sur et par la commune de Gémonville ;

2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ce point d'eau ;

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 - Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune de Gémonville :

1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par captage de la source communale en application de l'article L.215-13 du code de l'environnement ;

2°) l'établissement de périmètres de protection autour de ce point d'eau et l'institution de servitudes associées pour assurer la protection de l'ouvrage et la qualité de l'eau en application de l'article L.1321-2 du code de la santé publique.

TITRE II – DERIVATION DES EAUX

Article 3 - Situation

La commune de Gémonville est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le captage ci-après identifié :

Nom du captage	Commune d'implantation	N° de parcelle	Code BSS	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
				X =	Y =	
Source communale	GEMONVILLE	59 section ZD	03032X0017	862 936	2 385 171	349

Article 4 - Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 48 m³/j soit 17 500 m³/an.

Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 - Mesures de débits de prélèvement

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 - Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III – PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

Article 8 - Définition des périmètres de protection

Les plans parcellaires et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

8-1 - Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate de la source communale est situé sur la commune de Gémonville et concerne la parcelle ci-dessous :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
GEMONVILLE	ZD	La Rochotte	59
Surface totale du périmètre			1 488 a

8-2 - Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée de la source communale est situé sur les communes de Gémonville (54) et d'Aroffe (88) et concerne les parcelles mentionnées à l'état parcellaire annexé au présent arrêté.

Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate (PPI)

Les terrains nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate doivent être et demeurer la propriété de la commune de Gémonville.

Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages. Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Les surfaces des périmètres de protection immédiate sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Article 10 - Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée (PPR)

A l'intérieur de ce périmètre est interdit ou réglementé tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

10.1 - Travaux souterrains	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.1.1 La création de tout ouvrage de captage d'eau (forages, puits...) dans le même aquifère, excepté pour le renforcement ou la substitution de la ressource actuelle dans un but de production publique d'eau destinée à la consommation humaine.</p> <p>10.1.2 La création de tout ouvrage de captage d'eau (forages, puits...) non utilisé pour la production publique d'eau destinée à la consommation humaine.</p> <p>10.1.3 L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 2 mètres de profondeur à moins de 100 mètres du captage sauf pour travaux nécessaires au raccordement des points d'eau ou à leur remplacement.</p> <p>10.1.4 L'ouverture et l'exploitation de carrières.</p> <p>10.1.5 La réalisation de mares et d'étangs.</p>	<p>10.1.6 Tout sondage de reconnaissance doit être réalisé dans les règles de l'art afin d'empêcher la mise en relation de formations aquifères (sus- ou sous-jacentes) avec la nappe d'eau exploitée.</p> <p>10.1.7 Tout sondage de reconnaissance doit être recimenté lorsque son usage aura cessé selon les règles de l'art.</p> <p>10.1.8 Le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations ou les exhaussements de sol sont réalisés à l'aide de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe (contrôlé au préalable avant mise en œuvre).</p> <p>10.1.9 L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 2 mètres de profondeur est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection vis-à-vis des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles.</p>
10.2 - Stockages et dépôts : déchets, hydrocarbures, produits chimiques de synthèse	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.2.1 Les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux.</p> <p>10.2.2 L'installation d'ouvrages de transport et de dépôt/stockage de produits chimiques de synthèse ainsi que le stockage de déchets ménagers, d'activités de soins et industriels ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.</p> <p>10.2.3 Les canalisations d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.</p> <p>10.2.4 Les stockages de produits chimiques.</p> <p>10.2.5 Les stockages de produits destinés aux cultures (voir rubriques 10.3 et 10.4).</p>	<p>10.2.6 Pour les immeubles existants à la date de signature du présent arrêté, les cuves de stockage d'hydrocarbures seront installées hors sol et équipées d'un bac de rétention adapté ou seront enterrées et munies d'une double paroi avec détecteur de fuite et bac de rétention.</p>
10.3 - Stockage et épandage de produits phytosanitaires	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.3.1 Le stockage de produits phytosanitaires.</p> <p>10.3.2 La préparation de bouillies de traitement et le remplissage du pulvérisateur excepté sur une aire de remplissage conforme à la réglementation en vigueur et existante à la date de signature du présent arrêté.</p>	

<p>10.3.3 L'épandage de tout produit phytosanitaire dont la présence dans l'eau captée est confirmée (molécule mère et/ou métabolite(s)) par deux analyses successives du contrôle sanitaire à une teneur supérieure ou égale à la limite de qualité des eaux distribuées ou à la valeur sanitaire maximale si celle-ci est plus restrictive que la limite de qualité.</p> <p>10.3.4 L'épandage de tout produit phytosanitaire sur les accotements des voiries.</p>	
10.4 - Stockage et épandage d'engrais azotés	
<p><u>ACTIVITES INTERDITES</u></p>	<p><u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u></p>
<p>10.4.1 Le stockage d'engrais azotés organiques, y compris fumier ou de synthèse.</p> <p>10.4.2 L'épandage de boues de station d'épuration.</p> <p>10.4.3 L'épandage de boues industrielles.</p> <p>10.4.4 L'épandage de produits liquides : purin, lisier et jus d'ensilage.</p>	<p>10.4.5 L'épandage d'engrais azotés organiques ou de synthèse destinés à la fertilisation des sols doit être raisonné. Les apports seront ajustés au plus près des besoins des cultures. Les engrais devront être épandus en quantité limitée, en plusieurs fois, selon un calendrier adéquat avec le type de culture en place et selon une dose calculée d'après les programmes d'agriculture raisonnée.</p>
10.5 - Eaux usées et eaux pluviales	
<p><u>ACTIVITES INTERDITES</u></p>	<p><u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u></p>
<p>10.5.1 L'implantation d'ouvrages de transport, de traitement, d'épandage ou d'infiltration d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, brutes ou épurées à l'exception des ouvrages existants à la date de signature de l'arrêté.</p> <p>10.5.2 Les rejets d'eaux usées domestiques.</p> <p>10.5.3 Les stockages d'effluents domestiques collectifs.</p> <p>10.5.4 Les stations d'épuration, le lagunage.</p> <p>10.5.5 Les rejets d'installation autonome de traitement d'eaux usées.</p> <p>10.5.6 Les canalisations et rejets d'eaux usées industrielles.</p> <p>10.5.7 Les stockages d'effluents industriels.</p> <p>10.5.8 Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.</p> <p>10.5.9 Les rejets de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.</p> <p>10.5.10 L'infiltration des eaux de ruissellement en provenance des aires, voies de circulation et aires de stationnement.</p> <p>10.5.11 Les rejets d'effluents agricoles.</p>	<p>10.5.12 Les installations véhiculant ou traitant des eaux usées domestiques ou industrielles sont étanches et éprouvées avant mise en service. L'exploitant assure le contrôle et la vidange de ces installations.</p>
10.6 - Constructions	
<p><u>ACTIVITES INTERDITES</u></p>	<p><u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u></p>
<p>10.6.1 Les constructions et les installations de toute nature autre que celles strictement nécessaires à l'exploitation des installations et du réseau public d'alimentation en eau potable.</p> <p>10.6.2 Les campings, caravanings et annexes.</p> <p>10.6.3 La création de cimetières.</p> <p>10.6.4 Les installations classées.</p> <p>10.6.5 La construction de nouveaux silos produisant des jus de fermentation.</p> <p>10.6.6 Les bâtiments d'élevage et d'engraissement.</p>	<p>10.6.7 Les constructions existantes à la date de signature du présent arrêté, produisant des eaux usées domestiques, sont raccordées au réseau public d'assainissement ou équipées d'un dispositif d'assainissement non collectif de type filière drainée et étanchée avec un rejet au milieu hydraulique superficiel.</p> <p>10.6.8 Les silos existants à la date de signature de l'arrêté seront mis aux normes des silos produisant des jus de fermentation.</p>
10.7 - Activités agricoles	
<p><u>ACTIVITES INTERDITES</u></p>	<p><u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u></p>
<p><u>Elevage</u></p> <p>10.7.1 Tout aménagement favorisant le regroupement des animaux (abreuvoirs, abris destinés au bétail, installations mobiles de traite...) et ne permettant pas le maintien du couvert végétal à moins de 200 mètres du point d'eau.</p> <p><u>Epandage</u></p> <p>Voir rubriques 10.3 et 10.4.</p> <p><u>Pratiques culturales</u></p> <p>10.7.2 La suppression des prairies permanentes existantes à la signature du présent arrêté excepté pour un réensemencement immédiat. En aucun cas de nouveaux labours seront créés.</p> <p><u>Autres pratiques agricoles</u></p> <p>10.7.3 Le maraîchage, les serres et pépinières.</p> <p>10.7.4 Le drainage de terres agricoles.</p>	<p><u>Elevage</u></p> <p>10.7.5 Le pacage des animaux sera autorisé sans surpâturage en maintenant un couvert végétal à toute période de l'année.</p> <p><u>Epandage</u></p> <p>Voir rubriques 10.4.</p> <p>10.7.6 L'épandage de fertilisants azotés organiques et minéraux doit être raisonné et respecter le programme d'action en vigueur à mettre en œuvre dans la zone vulnérable en application de la directive « nitrates ».</p> <p><u>Pratiques culturales</u></p> <p>10.7.7 Dans la mesure du possible, on poursuivra la politique de maintien d'un maximum de surface en herbe sur le périmètre rapproché.</p> <p><u>Utilisation de phytosanitaires</u></p> <p>Voir rubriques 10.3 et 10.4.</p>

10.8 - Activités forestières	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.8.1 Les défrichements en application de l'article L.311-3 du Code Forestier.</p> <p>10.8.2 Les coupes à blanc d'une surface de plus d'1 hectare d'un seul tenant avec une surface cumulée de 3 hectares par an dans les peuplements en régénération artificielle. Le cumul des surfaces coupées à blanc, dans les peuplements en régénération pendant 5 ans, ne devront pas excéder 5 hectares.</p> <p>10.8.3 La création de pistes forestières à moins de 200 mètres du captage.</p> <p>10.8.4 Les aires de stockage du bois.</p> <p>10.8.5 Le traitement du peuplement forestier ou des plantations (produits phytosanitaires, produits fertilisants et d'accélérateurs de croissance) excepté en cas de force majeure lorsque le peuplement forestier est menacé (voir activités réglementées).</p> <p>10.8.6 Le traitement sur place du bois abattu (à mentionner dans les clauses de vente du bois).</p>	<p>10.8.7 En cas de force majeure, le traitement par produits phytosanitaires et phytocides est autorisé sur une courte période après déclaration auprès de la Direction Départementale des Territoires et information de la délégation territoriale de l'Agence Régionale de Santé du/des produit(s) utilisé(s) et la zone concernée.</p>
10.9 - Voies de circulation	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.9.1 Le traitement des aires de stationnement, voies routières et ferrées avec épandage de produits chimiques.</p>	<p>10.9.2 Les travaux visant à modifier des voies existantes devront, en cas d'augmentation de trafic, prendre en compte l'existence des ressources en eau et prévoir un dispositif d'assainissement des eaux pluviales, de collecte et de confinement des polluants en cas d'accident, avec rejet à l'aval du périmètre de protection rapprochée.</p>
10.10 - Activités de loisirs	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><u>Chasse / Gibier</u></p> <p>10.10.1 Toute action susceptible d'attirer le gibier à moins de 100 mètres du captage (aires d'affouragement et d'agrainage...).</p> <p><u>Camping</u></p> <p>10.10.2 Le camping, le caravanning et les habitations légères de loisir.</p>	

Article 11 - Travaux à réaliser

Les parcelles nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate seront acquises par la commune.

Les travaux de mise en conformité listés ci-dessous seront réalisés dans le délai de deux ans :

Sur le captage :

- Suppression des deux tuyaux avec vanne de fermeture défectueuse et mise en place de deux trop-pleins vidange fonctionnels permettant de nettoyer les deux chambres,
- Nettoyage et réfection de la rehausse du captage,
- Elimination et dessouchage de l'arbre situé à proximité du captage,
- Mise en place d'une clôture avec portail d'accès muni d'un système de verrouillage.

Autres mesures :

- Résolution des problèmes de dysfonctionnement de l'évacuation du trop plein au droit de la bêche de reprise,
- Mise en place d'une grille plus fine sur la sortie du trop plein dans l'Aroffe.

Article 12 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations des articles 9 et 10 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

Article 13 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de Gémonville (54) et d'Aroffe (88) sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 9 et 10 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 14 - Cessibilité

Sont déclarés cessibles, conformément au plan parcellaire visé à l'article 8, les propriétés nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate désignées à l'état parcellaire annexé.

La commune de Gémonville est autorisée à acquérir en pleine propriété soit à l'amiable soit par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement des périmètres de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 15 - Publicité

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux. Il est affiché à la mairie des communes de Gémonville (54) et d'Aroffe (88) pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux. Les servitudes afférentes aux périmètres de protection sont annexées au document d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme. Les maires des communes de Gémonville (54) et d'Aroffe (88) conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

TITRE IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**Article 16 - Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 17 - Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, de traitement agréé par le ministère chargé de la santé de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 18 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme fixé par l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES**Article 19 - Annexes**

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- Annexe 1 : Plan au 1/10 000° du périmètre de protection rapprochée,
- Annexe 2 : Plan parcellaire au 1/5000° du périmètre de protection rapprochée,
- Annexe 3 : Plan parcellaire 1/1000° du périmètre de protection immédiate,
- Annexe 4 : Etat parcellaire récapitulatif des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Article 20 - Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification et de un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 21 - Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au Bureau de Recherches Géologiques et Minières de Lorraine,
- à la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Lorraine,
- à l'Office National des Forêts (agences de Nancy et Neufchâteau),
- au Centre Régional de la Propriété Forestière Lorraine-Alsace,
- à l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse,
- au Tribunal Administratif de Nancy.

Article 22 - Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le secrétaire général de la Préfecture des Vosges, le sous-préfet de Toul, le sous-préfet de Neufchâteau, le directeur général de l'Agence Régionale de Santé, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires des Vosges, les maires des communes de Gémonville (54) et d'Aroffe (88) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 4 novembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Épinal, le 4 novembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Eric REQUET

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE / DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES*Bureau des procédures environnementales / Service environnement - eau - biodiversité*

Arrêté n° 54-2013-00042 du 4 novembre 2013 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L 211-7 du code de l'environnement concernant la D.I.G. et l'Autorisation du Programme de Restauration et d'Entretien des Ruisseaux de Cercueil et du Petit Etang sur les communes de CERVILLE et de BUISSONCOURT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-14-1 à R. 11-14-15 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant une demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 05/03/2013, présenté par la Communauté de Communes du Grand Couronné représentée par Monsieur le Président, Christian GUILLAUME, enregistré sous le n° 54-2013-00042 et relatif à la D.I.G et l'Autorisation du Programme de Restauration et d'Entretien des Ruisseaux de Cercueil et du Petit Etang à Cerville et à Buissoncourt ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 20 juin 2013 au 22 juillet 2013 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 20 août 2013 ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 20 septembre 2013 ;

VU l'absence d'avis du pétitionnaire concernant le projet du présent arrêté sollicité par courrier en date du 14 octobre 2013 ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que les travaux de reconquête du milieu ne peuvent être réalisés de façon cohérente que dans le cadre d'une Déclaration d'Intérêt Général ;

CONSIDERANT que des ouvrages (murs de part et d'autre du cours d'eau, passages couverts) ont été construits sans avoir été préalablement autorisés, qu'ils rétrécissent le lit mineur du cours d'eau, qu'ils aggravent les inondations et qu'ils doivent être supprimés ;

CONSIDERANT que la validité de la déclaration d'intérêt général aura une durée de 5 ans, à compter de la date de cet arrêté préfectoral, et sera renouvelable pour 5 ans ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle;

A R R E T E**OBJET DE L'AUTORISATION ET DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL****Article 1er - Objet de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général (D.I.G.)**

A la demande de la Communauté de Communes du Grand Couronné, représentée par son président, Monsieur Christian GUILLAUME, les travaux, actions, ouvrages ou installations relatifs à l'opération suivante : la D.I.G et l'Autorisation du Programme de Restauration et d'Entretien des Ruisseaux de Cercueil et du Petit Etang à Cerville et à Buissoncourt, sont déclarés d'intérêt général;

Le pétitionnaire, la Communauté de Communes du Grand Couronné, représentée par son président Monsieur GUILLAUME Christian, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : la D.I.G. et l'Autorisation du Programme de Restauration et d'Entretien des Ruisseaux de Cercueil et du Petit Etang, sur les communes de Cerville et de Buissoncourt.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D)	Déclaration

Article 2 - Caractéristiques des ouvrages

Ce dossier de demande d'autorisation concerne l'aménagement et l'entretien des ruisseaux de Cercueil et du Petit Etang sur les Communes de Cerville et de Buissoncourt, sur une longueur totale de 3 900 m, répartie sur 1 500 m pour le ruisseau de Cercueil et de 2 400 m pour le ruisseau du Petit Etang. (cf. plans joints en annexe)

Les travaux portent :

1 - sur le ruisseau de Cercueil

- Suppression de murs remplacés par une berge végétalisée (géotextile + plantes héliophytes).
- Remplacement d'une protection de pied de berge en matériaux de démolition par une banquette végétalisée.
- Augmentation du gabarit du cours d'eau sur 2 tronçons bordés de murs sur les 2 rives et suppression de 2 passages couverts (16m + 6m) qui créent un rétrécissement du lit mineur et aggravent les inondations.
- Protection de berges par des techniques de génie végétal.
- Plantations d'arbres et d'arbustes par tronçons discontinus sur les secteurs entièrement nus.

2 - sur le ruisseau du Petit Etang

- Traitement de la ripisylve (coupe élagage...).
- Création d'un chenal d'étiage et confortement des berges par des techniques de génie végétal à proximité du pont de Buissoncourt.
- Plantations d'arbres et d'arbustes par tronçons discontinus sur les secteurs entièrement nus.

PRESCRIPTIONS

Article 3 - Prescriptions relatives à la restauration, renaturation et entretien des ruisseaux

Le service départemental de l'ONEMA et le service police de l'eau de la DDT seront associés à la réunion préparatoire de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Ils seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.

Les installations de chantier seront positionnées à l'écart du cours d'eau, au moins à 100 mètres.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écartier tout risque de pollution des eaux. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs déboueurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.

En cas de montée des eaux ou d'interruption du chantier, les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.

Les buses et matériaux constituant les ouvrages détruits devront être évacués du site vers une décharge agréée.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister. Selon leur nature, les matériaux seront évacués dans une décharge autorisée.

Les travaux sur les ouvrages et plantations sur rives ne pourront être entrepris qu'avec l'accord préalable des propriétaires riverains concernés. Avant toute intervention sur le domaine privé, le maître d'œuvre des opérations informera les propriétaires riverains concernés dans les délais suivants :

- 10 jours avant l'exécution des travaux d'entretien;
- 1 mois avant l'exécution des travaux de plantations, de restaurations, de renaturation ou des travaux sur les ouvrages
- Les produits nobles issus des interventions sur la ripisylve resteront la propriété des riverains. Ces bois seront stockés sur des parcelles en dehors du lit majeur afin de ne pas nuire aux écoulements en période de crues. Les riverains disposeront d'un mois pour les évacuer.

Le calendrier prévisionnel des travaux sera affiché dans les communes concernées.

Article 4 - Moyens de surveillance

Un suivi et un entretien seront réalisés chaque année sur l'ensemble du linéaire, ils comprendront :

- assurer la gestion de la végétation ligneuse (élagage, recépage, ...)
- enlever les embâcles gênants dans le lit, sur les seuils et autres ouvrages en même temps que la gestion de la végétation, sauf cas particulier et nécessité d'urgence, quel que soit le secteur considéré.

Article 5 - Mesures correctives et compensatoires

Les mesures correctrices au dossier :

- Les travaux qui portent sur la végétation des berges seront réalisés depuis les rives en longeant la rivière, hors période de nidification des oiseaux,
- Les engins travailleront au maximum depuis le haut des berges en longeant la rivière,
- Les travaux au sein du lit mineur seront réalisés en période de basses eaux, afin de limiter les incidences sur le milieu aquatique, hors période de frai (entre août et février),
- Les travaux effectués dans le lit seront réalisés de manière à limiter la mise en mouvement des matières en suspensions par la mise en place de barrages filtrants afin de retenir le maximum de matières en suspension,
- Le libre écoulement des eaux sera maintenu pendant toute la période des travaux ce qui évite la mise en place de batardeaux. Les travaux seront arrêtés si le débit devenait trop important afin d'éviter tout risque de désordre sur le cours d'eau,
- Une attention toute particulière sera portée pour éviter les rejets d'hydrocarbures provenant des engins de chantier. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Article 6 - Servitude de passage et accès aux installations

Pendant les travaux, les riverains devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et l'eau.

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Article 7 - Mesures de sauvegarde

Pendant les travaux, les ouvrages et les écoulements au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la demande de la police des eaux.

Article 8 - Mesures de sécurité publique

L'entrepreneur mandaté par le pétitionnaire veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

DISPOSITIONS GENERALES

Article 9 - Durée et condition de renouvellement de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

Les travaux de renaturation, restauration et sur les ouvrages sont prévus d'être réalisés en 2014. Ils devront être terminés au plus tard dans les 2 années à compter de la date de publication du présent arrêté.

Un programme d'entretien sera réalisé à l'issue de la restauration sur une période n'excédant pas 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

L'autorisation pluriannuelle d'exécution du programme d'entretien est donc accordée pour 5 ans. Elle pourra être renouvelée pour 5 ans si la Communauté de Communes du Grand Couronné présente, 6 mois avant l'échéance, un nouveau programme de gestion.

Article 10 - Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 11 - Début et fin des travaux – Mise en service

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation.

Article 12 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 13 - Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 14 - Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 15 - Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 16 - Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe et Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Meurthe et Moselle.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de Cerville et de Buissoncourt :

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies dont la liste est annexée au présent arrêté pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant une demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe et Moselle, ainsi qu'aux mairies des communes de Cerville et de Buissoncourt.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe et Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 17 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 18 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, les maires des communes de Cerville et de Buissoncourt, le Directeur départemental des territoires de Meurthe et Moselle, le Chef du service départemental de l'ONEMA, le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 4 novembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST
DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-096 du 31 octobre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'extension de l'aire du Bois du Juré au PR 279+150 de l'autoroute A31, sens Nancy-Metz

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
 VU le code de la route ;
 VU le code de justice administrative ;
 VU le code pénal ;
 VU le code de procédure pénale ;
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
 VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 01 septembre 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;
 VU le dossier d'exploitation en date du 16/04/2013 présenté par le SIR Lorrain ;
 VU l'information du CISGT « Myrabel » ;
 VU l'information du CRICR de Metz ;
 VU l'avis du district de Metz en date du 14/10/2013 ;
 CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er - Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 - Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Autoroute A31	
POINTS REPERES (PR)	Du PR 279+150 au PR 280+100	
SENS	Nancy-Metz (sens 1)	
SECTION	Aire de repos + bretelles de sortie et d'accès à l'autoroute A31	
NATURE DES TRAVAUX	Extension de l'aire du Bois du Juré	
PERIODE GLOBALE	Du 04 novembre 2013 au 15 juin 2014	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture de l'aire	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR-Est	MISE EN PLACE PAR : - District de Metz – CEI de Champigneulle

Article 3 - Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
Du 04/11/2013 à partir de 9h00, au 15/06/2014 <i>Date prévisionnelle sous réserve des aléas climatique et techniques</i>	A31 sens Nancy-Metz : PR 279+150 à PR 280+100	Fermeture des bretelles d'accès et de sortie de l'aire du Bois du Juré	

Article 4 - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 - Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Lesménils ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 - La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 - Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 - Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Lesménils.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société LINGENHELD,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 31 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjoint au chef de la division d'exploitation de Metz,
Stéphane HEBENSTREIT

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-097 du 31 octobre 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de remplacement de joint de chaussée sur l'Ouvrage d'Art A311.20 situé sur la liaison A31/RD611 au PR0+860

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 01 septembre 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 21 octobre 2013 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis de la commune de Toul en date du 23 octobre 2013 ;

VU l'avis du CG54 en date du 17 octobre 2013 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 25 octobre 2013 ;

VU l'information du CRICR ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 23 octobre 2013 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er - Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 - Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A31 liaison A31/RD611 (A311)	
POINTS REPERES (PR)	PR 0+860	
SENS	Dans les deux sens	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Remplacement des joints de chaussée sur l'ouvrage d'art A31.020	
PERIODE GLOBALE	Du 04 novembre 2013 22h00 au 06 novembre 2013 à 22h00	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- Coupure totale à la circulation de la liaison A31/RD611 dit "Queue de Chat" - Mise en place d'une déviation	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - Entreprise SOTRAVEER

Article 3 - Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

[illegible]

Article 4 - En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 - Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Toul ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse et des médias.

Article 6 - La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 - Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 - Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Toul.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de Freyssinet,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 31 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE 54 / DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE

*Cellule établissements et services / Direction personnes âgées/personnes handicapées
pour personnes handicapées / équipements pa/ph*

Arrêté 2013 ARS/DT54/PH N° 2013-1057 du 23 octobre 2013 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 400 autorisant l'association AEIM à délocaliser le foyer d'accueil médicalisé « Maison Michelet » sur le plateau de Haye et à transformer 12 places d'accueil de jour en 12 places d'accueil permanent

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU l'arrêté conjoint Préfet / Président du Conseil Général du 20 septembre 2002 autorisant les transformations suivantes, au sein du foyer occupationnel Michelet :

- transformation de 28 places du foyer occupationnel en 28 places de Foyer d'Accueil Médicalisé, réparties en 18 places d'hébergement permanent et 10 places d'accueil de jour ;

- maintien d'un foyer occupationnel de 27 places, dont 6 places d'hébergement permanent et 21 places d'accueil de jour ;

VU le dossier reconnu complet le 30 novembre 2007, déposé par l'association AEIM en vue d'être autorisée à étendre la capacité du Foyer d'Accueil Médicalisé de la Maison Michelet de 8 places portant la capacité à 36 places par médicalisation de 8 places du Foyer d'Accueil Spécialisé Michelet avec une délocalisation de structure ;

VU l'avis favorable émis le 8 avril 2008 par la section « personnes handicapées » du comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale de Lorraine ;

VU l'arrêté conjoint Préfet / Président du Conseil Général n°511 du 30 juillet 2008 refusant à l'association Adultes et Enfants inadaptés mentaux (AEIM) l'autorisation d'étendre la capacité du Foyer d'Accueil Médicalisé de la Maison Michelet de 8 places portant la capacité à 36 places avec une délocalisation de structure ;

VU l'arrêté 2009 DDASS/SSA n°816- DISAS/POLE PA/PH n°299 autorisant au titre de l'exercice 2009 l'AEIM à transformer la structure innovante avec soins médicaux en un service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés ;

VU l'arrêté 2009 DDASS/SSA n°817- DISAS/POLE PA/PH n°300 autorisant au titre de l'exercice 2009 l'AEIM à étendre de 8 places la capacité du foyer d'accueil médicalisé Michelet ;

VU l'arrêté conjoint Préfet / Président du Conseil Général du 27 janvier 2010 modifiant la répartition de la capacité du Foyer d'Accueil Médicalisé de la Maison Michelet, soit 36 places :

- 24 places d'hébergement permanent
- 12 places d'accueil de jour

Avec une autorisation de fonctionner dans les locaux situés au 10 rue Dominique Louis 54 100 NANCY ;

CONSIDERANT que ce projet est réalisé à moyen constant en ce qui concerne la dotation globale de soins ;

CONSIDERANT que l'association AEIM autofinancera le surcoût de la première année de fonctionnement du foyer (date d'ouverture prévisionnelle : 1^{er} trimestre 2015) ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement – hébergement – de ce projet est compatible avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales à prévoir par l'Assemblée Départementale pour l'année 2016 ;

SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er - L'association est autorisée à délocaliser le foyer « maison Michelet » au plateau de Haye à Maxéville. La capacité de l'établissement est fixée à 55 places réparties comme suit :

- 36 places d'hébergement permanent en foyer d'accueil médicalisé ;
- 19 places d'accueil en foyer occupationnel de jour.

Article 2 - En application de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 20 septembre 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 3 - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 4 - Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 674 9

Code statut juridique : 61 (Association loi 1901 non reconnue d'utilité publique.)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 373 8 capacité : 36

Code catégorie : 437 Foyer d'accueil médicalisé

Disciplines	Modes de fonctionnement	Catégories de clientèle	Nombre de places
939 – Accueil médicalisé – pour Adultes Handicapés Sexe : mixte Age : Adultes	Hébergement complet internat	110 – déficience intellectuelle (SAI)	36

N° FINESS : 54 000 140 24 capacité : 19

Code catégorie : 382 Foyer occupationnel de jour

Article 5 - La mise en œuvre de l'autorisation visée à l'article 1^{er} est subordonnée à la visite de conformité prévue en application des articles D.313-11 à D.313-14 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 6 - Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au Tribunal Administratif de Nancy, 5 place carrière –54 036 NANCY Cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 7 - Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département, le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine et la directrice générale adjointe aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 6 novembre 2013

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

La Vice-Présidente déléguée à la Solidarité avec les Personnes
et au Développement Social,
Michèle PILOT

DELEGATION TERRITORIALE 54 / CONSEIL GENERAL 54 / CONSEIL GENERAL 88

Personnes handicapées / Protection maternelle et infantile / Etablissements médico-sociaux

Arrêté N° 2013-0772 du 8 août 2013 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2013 du CAMSP DE L'IJS – FINESS n°540 005 246

Le Directeur Général de l'ARS Lorraine,

Le Président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle,

Le Président du Conseil Général des Vosges,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 publiée au JO du 18 décembre 2012 ;

VU l'arrêté en date du 1^{er} juin 1978 autorisant la création d'un CAMSP dénommé CAMSP de l'IJS – FINESS n° 540005246, sis 2, rue Joseph Piroux, 54140, JARVILLE LA MALGRANGE et géré par l'institut des sourds de la Malgrange ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 3 avril 2013 fixant, pour l'année 2013, la contribution des régimes d'assurance maladie, l'objectif de dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnés à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L. 314-3-4 du même code

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/CNSA/2013/106 du 15 mars 2013 relative aux orientations de l'exercice 2013 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA du 04 avril 2013, publiée au journal officiel du 10 avril 2013, fixant pour 2013 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU le décret du 13 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2013-0568 en date du 7 juin 2013 portant délégation de signature du Directeur Général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 5 décembre 2012 par la personne ayant qualité pour représenter le CAMSP de l'IJS – FINESS n° 540005246 pour l'exercice 2013 ;

DECIDENT

Article 1er - La dotation globale de soins s'élève à **347.593,17 €** pour l'exercice budgétaire **2013** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013 **soit pour Jarville-la-Malgrange et Epinal :**

- **DOTATION GLOBALE DE SOINS JARVILLE-LA-MALGRANGE : 310.639,88 €**

- **DOTATION GLOBALE DE SOINS EPINAL : 36.953,29 €**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAMSP de l'IJS – FINESS n° 540005246 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	17.675,51 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	297.226,60 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	25.000,45 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits (Jarville)	4.110,67 €
	Reprise de déficits (Epinal)	3.579,94 €
	TOTAL Dépenses	347.593,17 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	347.593,17 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	347.593,17 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 - La dotation globale de soins est versée en application des dispositions de l'article R.314-123 du CASF :

Pour Jarville-la-Malgrange (Meurthe-et-Moselle) :

- pour 20% par le département d'implantation, soit un montant de **62.127,98 €**
- pour 80% par l'assurance maladie, soit un montant de **248.511,90 €**

Pour Epinal (Vosges) :

- pour 20% par le département d'implantation, soit un montant de **7.390,66 €**
- pour 80% par l'assurance maladie, soit un montant de **29.562,63 €**

Article 3 - La fraction forfaitaire imputable à l'assurance maladie, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à

- 20 709,33 € pour Jarville-la-Malgrange**
- 2 463,55 € pour Epinal**

Article 4 - Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 6, rue du Haut Bourgeois - CO 50015 - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 5 - En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 - Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, madame la directrice adjointe aux solidarités du conseil général de Meurthe-et-Moselle et le chef de service des établissements médico-sociaux du conseil général des Vosges sont chargés de l'exécution qui sera notifiée à l'institut des sourds de la Malgrange pour le CAMSP de l'IJS – FINESS n°540005246.

Nancy, le 8 août 2013

Pour le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Chef de service territorial
médico-social de Meurthe-et-Moselle,
Jérôme MALHOMME

Pour le Président
du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle
et par délégation,
La Directrice générale
adjointe aux solidarités,
Béatrice LONGUEVILLE

Le Président du Conseil Général
des Vosges,
Sébastien LEPETIT

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements médico-sociaux

Décision N° 2013-0909 du 26 septembre 2013 fixant le prix de journée pour l'année 2013 de la MAS Ecole de la Vie Autonome - 1 rue du Vivarais – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY – gérée par l'Office d'Hygiène Sociale FINESS N° 540 018 249

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
 VU le code de la sécurité sociale ;
 VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 publiée au JO du 18 décembre 2012 ;
 VU l'arrêté préfectoral en date du 1^{er} juin 2007 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée dite « Ecole de la Vie Autonome » à NANCY et gérée par l'Office d'Hygiène Sociale ;
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU le décret du 13 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 2013-0568 en date du 7 juin 2013 portant délégation de signature du Directeur Général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté du 3 avril 2013 fixant, pour l'année 2013, la contribution des régimes d'assurance maladie, l'objectif de dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnés à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L. 314-3-4 du même code ;
 VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/CNSA/2013/106 du 15 mars 2013 relative aux orientations de l'exercice 2013 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées médico-sociaux publics et privés ;
 VU la décision du directeur de la CNSA du 04 avril 2013, publiée au journal officiel du 10 avril 2013, fixant pour 2013 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
 VU la décision ARS-DT 54 N°2013/0673 du 25/06/2013 fixant le prix de journée pour 2013 ;

D E C I D E

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire 2013 les recettes et les dépenses prévisionnelles de la MAS EVA de Vandœuvre-lès-Nancy - N°540 018 249 sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	210.260,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	750.645,00 €
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	365.800,00 €
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	1.326.705,00 €
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	1.226.505,00 €
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	60.200,00 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	40.000,00 €
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	1.326.705,00 €

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 - Pour l'exercice budgétaire 2013 la tarification des prestations de la MAS EVA - FINESS n°540 018 249 est fixée comme suit :
En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} octobre 2013 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

- Internat : 558,72 €

→ Le prix de journée structurel moyen annuel 2013, applicable à compter du 1^{er} janvier 2014 en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

- Internat : 393,24 €

Article 3 - Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 - En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 - Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour la MAS EVA - FINESS n°540 018 249.

Nancy, le 26 septembre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle,

Jérôme MALHOMME

Décision ARS N° 2013-0929 du 8 octobre 2013 fixant le montant et la répartition pour l'exercice 2013 de Dotation Globalisée Commune de l'ensemble des établissements et services de Meuse et de Meurthe-et-Moselle gérés par l'association Jean Baptiste Thiéry à Maxéville

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 publiée au JO du 18 décembre 2012 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 3 avril 2013 fixant, pour l'année 2013, la contribution des régimes d'assurance maladie, l'objectif de dépenses et le montant total annuel des dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnés à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant le montant mentionné à l'article L. 314-3-4 du même code ;

VU la circulaire n° DGCS/5C/DSS/CNSA/2013/106 du 15 mars 2013 relative aux orientations de l'exercice 2013 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes âgées médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA du 04 avril 2013, publiée au journal officiel du 10 avril 2013, fixant pour 2013 le montant des dotations régionales limitatives mentionnées à l'article L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles et fixant les montants des crédits prévisionnels de fonctionnement mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU le décret du 13 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2013-0568 du 7 juin 2013 portant délégation de signature du Directeur Général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens entre les Préfets de Meuse et de Meurthe-et-Moselle et l'association Jean Baptiste Thiéry de Maxéville conclu le 5 décembre 2008 ;

VU l'avenant n°1-2010 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens entre l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et l'Association Jean Baptiste Thiéry ;

VU l'avenant n°2-2011 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens entre l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et l'Association Jean Baptiste Thiéry ;

VU l'avenant n°3-2013 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens entre l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et l'Association Jean Baptiste Thiéry ;
 VU la décision ARS-DT 54 N°2013/0910 du 26/09/2013 fixant le montant et la répartition de la DGC des établissements et services de l'association JB Thiéry pour 2013 ;

D E C I D E

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire 2013, la Dotation Globale Commune (DGC) allouée à l'association JB Thiéry est fixée à **22.187.032,57 €** et se répartit entre les différents établissements comme suit :

L'IME (N° Finess : 540013547) :	6.637.992,25 €
L'E.E.P. (N° Finess : 540013604) :	5.844.901,39 €
Le Sessad de l'E.E.P. (N° Finess : 540022662) :	305.252,86 €
La MAS de Maxéville (N° Finess : 540013364) :	4.146.456,58 €
La MAS de Moyen (N° Finess : 540021839) :	1.256.003,03 €
La MAS de Commercy (N° Finess : 550001028) :	3.996.426,46 €

Article 2 - A compter du 1^{er} janvier 2013, la DGC sera versée à l'association JB Thiéry par fractions forfaitaires égales au douzième de ce montant soit : **1.848.919,38 €**.

Article 3 - Les tarifs journaliers opposables entre régimes d'assurance maladie sont fixés à :

- **L'IME** :
 - en internat : 324,45 €
 - en semi-internat : 176,11 €
- **L'E.E.P.** :
 - en internat : 382,05 €
 - en semi-internat : 368,32 €
- **La MAS de MAXEVILLE** :
 - en internat permanent ou temporaire : 279,75 €
 - en accueil de jour : 180,28 €
- **La MAS de COMMERCY** :
 - en internat permanent ou temporaire : 241,29 €
 - en accueil de jour : 173,76 €
- **La MAS de MOYEN** :
 - en internat permanent ou temporaire : 314,00 €
 - en accueil de jour : 218,44 €

Article 4 - Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 6 rue du Haut Bourgeois – CO 50015 - 54035 NANCY Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 5 - Une copie de la présente décision sera notifiée au Président de l'association Jean Baptiste Thiéry.

Article 6 - En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du CASF, les tarifs fixés dans la présente décision seront publiés au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Article 7 - Monsieur le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'association JB Thiéry
- Madame la Déléguée Territoriale de Meuse de l'ARS Lorraine
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle – DISAS
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy
- Monsieur le Directeur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole
- Madame la Directrice de la Caisse de Mutualité de la Fonction Publique

Nancy, le 8 octobre 2013
 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Le Chef de service territorial médico-social de Meurthe-et-Moselle,
 Jérôme MALHOMME

Arrêté N° 2013-1064 du 24 octobre 2013 portant modification de la composition nominative du Comité Départemental de l'Aide Médicale Urgente de la Permanence des Soins et des Transports Sanitaires de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1435-5 et L. 6314-1, et R. 6313-1 et suivants ;
 VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;
 VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
 VU le décret n° 2010-809 du 13 juillet 2010 relatif aux modalités d'organisation de la permanence des soins, notamment son article 4 ;
 VU le décret n° 2010-810 du 13 juillet 2010 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires ;
 VU le décret n° 2012-1331 du 29 novembre 2012 modifiant certaines dispositions réglementaires prises en application de la loi no 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
 VU l'arrêté n° 631 du 16 décembre 2012 portant composition nominative du Comité Départemental de l'Aide Médicale Urgente de la Permanence des Soins et des Transports Sanitaires de Meurthe-et-Moselle ;
 CONSIDÉRANT les candidatures proposées conformément aux dispositions de l'article R 6313-1-1 du code de la santé publique ;

A R R E T E

Article 1er - Le comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires, coprésidé par le Préfet ou son représentant, et le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant, est chargé de :

- veiller à la qualité de la distribution de l'aide médicale urgente, à l'organisation de la permanence des soins et à son ajustement aux besoins de la population dans le respect du cahier des charges régional défini à l'article R 6315-6 ;
- s'assurer de la coopération des personnes physiques et morales participant à l'aide médicale urgente, au dispositif de la permanence des soins et aux transports sanitaires.

En application de l'article 1-15° du décret 2012-1331 du 29 novembre 2012, l'arrêté du 16 décembre 2012 fixant la nomination est modifié ainsi qu'il suit :

1° de représentants de collectivités territoriales :

- a) un conseiller général désigné par le conseil général :
 - Madame Dominique OLIVIER
- b) deux maires désignés par l'association départementale des maires ou, à défaut, élus par le collège des maires du département, convoqué à cet effet par le préfet, à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. Le vote peut avoir lieu par correspondance :
 - Monsieur Jean-Pierre HURPEAU, maire de Jarville-la-Malgrange
 - Madame Annie VILLA, maire adjointe de Neuves Maisons

2° des partenaires de l'aide médicale urgente :

- a) un médecin responsable du service d'aide médicale urgente et un médecin responsable de structure mobile d'urgence et de réanimation dans le département :
 - Monsieur le Docteur Lionel NACE (SAMU)
 - Monsieur le Docteur Laurent DACCORDI (SMUR)
- b) un directeur d'établissement public de santé doté, de moyens mobiles de secours et de soins d'urgence :
 - Monsieur Jean-Marc LALLEMAND, directeur du centre hospitalier de Lunéville
- c) le président du conseil d'administration du service d'incendie et de secours :
 - Monsieur Jean-Paul VINCHELIN
- d) le directeur départemental du service d'incendie et de secours :
 - Monsieur le Colonel Stéphane BEAUDOUX
- e) le médecin-chef départemental du service d'incendie et de secours :
 - Monsieur Francis HUOT-MARCHAND
- f) un officier de sapeurs-pompiers chargé des opérations, désigné par le directeur départemental des services d'incendie et de secours :
 - Monsieur Bruno CESCA

3° des membres nommés sur proposition des organismes qu'ils représentent :

- a) un médecin représentant le conseil départemental de l'Ordre des médecins :
 - titulaire : Monsieur le Docteur Vincent ROYAUX
 - suppléant : Monsieur le Docteur Jean-Louis CLAUDE
- b) quatre médecins représentants de l'union régionale des professionnels de santé représentant les médecins :
 - titulaire : Madame le Docteur Angélique GLUZIKI
 - suppléant : Monsieur le Docteur Eric BERTRAND
 - titulaire : Monsieur le Docteur Michel VIRTE
 - suppléant : Monsieur le Docteur Alain SERRI
 - titulaire : Monsieur le Docteur Jean-Jacques DERLON
 - suppléant : Monsieur le Docteur Claude MUNIER
 - titulaire : Monsieur le Docteur Rémi UNVOIS
 - suppléant : Monsieur le Docteur Patrice LABURTE
- c) un représentant du conseil de la délégation départementale de la Croix-Rouge Française :
 - titulaire : Monsieur Sylvain FELTIN, directeur départemental
 - suppléant : Madame Gaëlle BATY, présidente départementale
- d) deux praticiens hospitaliers proposés chacun respectivement par les deux organisations les plus représentatives au plan national des médecins exerçant dans les structures des urgences hospitalières :
 - pour la AMUHF :*
 - titulaire : Monsieur le Docteur Eric VINCKEL
 - suppléant : Madame Sonia SADOUL-HENRION
 - pour la SAMU de France :*
 - titulaire : Monsieur le Docteur Philippe ATAIN KOUADIO
 - suppléant : Madame le Docteur Sonia SADOUNE
- e) un médecin proposé par l'organisation la plus représentative au niveau national des médecins exerçant dans les structures de médecine d'urgence des établissements de santé privés, lorsqu'elles existent dans le département :
 - titulaire : Monsieur le Docteur Thierry POLET, médecin responsable des urgences de la clinique de Gentilly
 - suppléant : Monsieur le Docteur Luc WEIDNER
- f) un représentant de chacune des associations de permanence des soins lorsqu'elles interviennent dans le dispositif de permanence des soins au plan départemental :
 - titulaire : Monsieur le Docteur Philippe NAUDE, président de MEDIGARDE 54
 - suppléant : Monsieur le Docteur Pierre COLOMBO
 - titulaire : Monsieur le Docteur Joseph FABRE, président de SOS médecin 54
 - suppléant : Monsieur le Docteur Aurélien CARE
- g) un représentant de l'organisation la plus représentative de l'hospitalisation publique :
 - titulaire : Madame Françoise de TOMMASO (FHF)
 - suppléant : Madame Liliane ROUX
- h) un représentant de chacune des deux organisations d'hospitalisation privée les plus représentatives au plan départemental, dont un directeur d'un établissement de santé privé doté de moyens mobiles de secours et de soins d'urgence lorsqu'un tel établissement existe dans le département :
 - pour la FEHAP :*
 - titulaire : Monsieur Renaud MICHEL
 - suppléant : Monsieur Olivier CHOLAY
 - pour la FHP :*
 - titulaire : Madame Alexandra PLAYA
 - suppléant : Madame Catherine FULPIN
- i) quatre représentants des organisations professionnelles nationales de transports sanitaires les plus représentatives au plan départemental :
 - pour la CNSA :*
 - titulaire : Monsieur Anthony POIREL
 - suppléant : Monsieur Clément
 - titulaire : Monsieur Eric SUK
 - suppléant : Monsieur Aurélien AUBERT
 - pour la FNAA :*
 - titulaire : Monsieur Jérémy YVON
 - suppléant : Monsieur Dominique PUGA
 - pour la FNAP:S*
 - titulaire : Monsieur Laurent BAUDOUIN
 - suppléant : Madame Sandrine VELLEURITTER
- a.i.1.a.i.j) un représentant de l'association départementale de transports sanitaires d'urgence la plus représentative au plan départemental :
 - titulaire : Monsieur Joseph GIORDANO
 - suppléant : Monsieur Régis MELINE
- a.i.1.a.i.k) un représentant du conseil régional de l'Ordre des pharmaciens :
 - titulaire : Madame Monique DURAND
 - suppléant : Monsieur Michel CHANAL

a.i.1.a.i.l) un représentant de l'union régionale des professionnels de santé représentant les pharmaciens d'officine :

- titulaire : Monsieur Eric RUPINI
- suppléant : Monsieur le Docteur Julien GRAVOULET

a.i.1.a.i.m) un représentant de l'organisation de pharmaciens d'officine la plus représentative au niveau national :

- titulaire : Monsieur Jean GERARD
- suppléant : Madame Marie-Thérèse HENRY

a.i.1.a.i.n) un représentant du conseil départemental de l'Ordre des chirurgiens-dentistes :

- titulaire : Monsieur le Docteur Michel PASDZIERNY
- suppléant : Monsieur le Docteur Jean-Paul MULLER

a.i.1.a.i.o) un représentant de l'union régionale des professionnels de santé représentant les chirurgiens-dentistes :

- titulaire : Monsieur le Docteur Marc AYME
- suppléant : Monsieur le Docteur VITTE

4° un représentant des associations d'usagers :

- titulaire : Monsieur Bernard BLAISON (ALIRAS)
- suppléant : Monsieur Jean PERRIN

Article 2 - Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de NANCY, 5 place de la Carrière – 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 4 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et Moselle.

Nancy, le 5 novembre 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Raphaël BARTOLT

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine,
Claude D'HARCOURT

Cellule habitat-santé

Arrêté N° 875/2013/ARS/DT54 du 17 septembre 2013 portant déclaration d'insalubrité réparable du logement du 1er étage et des parties communes de l'immeuble situé 21, rue du Fort Lieu dit « les Coteaux » - 54550 BAINVILLE-SUR-MADON

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1331-26 à L.1331-30, L.1337-4, R.1331-4 à R.1331-11, R.1416-16 à R.1416-21 ;

VU le code de la construction et de l'habitation notamment les articles L.521-1 à L.521-4 et les articles L.541-2 ;

VU le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent ;

VU l'arrêté du 21 juillet 2009 et ses modificatifs, notamment du 6 juillet 2012 relatif à la composition du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de Meurthe-et Moselle ;

VU la circulaire DGS/DGUHC/SD7C/IUH4 n° 293 du 23 juin 2003 relative à la mise à disposition d'une nouvelle grille d'évaluation de l'état des immeubles susceptibles d'être déclarés insalubres ;

VU l'enquête sanitaire des services de l'agence régionale de santé du 26 juin 2013 ;

VU l'avis du 12 septembre 2013 du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur la réalité et les causes de l'insalubrité du logement du 1er étage et des parties communes susvisé et sur la possibilité d'y remédier ;

CONSIDERANT que l'état du logement du 1er étage et des parties communes constitue un danger pour la santé et la sécurité des personnes qui l'occupent (ou sont susceptibles de l'occuper), notamment aux motifs suivants :

Logement du 1er étage :

- Degré hygrométrique élevé, occasionnant la prolifération de moisissures, et plusieurs points d'infiltrations et de fuites d'eau, préjudiciables à la santé des occupants ;
- Système de ventilation non fonctionnel n'assurant pas un renouvellement permanent d'air neuf et une évacuation des gaz viciés ;
- Installations de chauffage rudimentaires et non sécurisées avec risque d'intoxication au monoxyde de carbone et d'incendie ;
- Installation électrique peu sécurisée avec risque d'électrocution et d'incendie ;
- Equipements sanitaires dégradés ;
- Détérioration des revêtements (sols, murs, plafonds) ;

Parties communes :

- Présence forte d'humidité caractérisée par la prolifération de moisissures et de nombreuses auréoles d'infiltration d'eau ;
- Détérioration généralisée des revêtements (sols, murs, plafonds) ;
- Dégradation et fragilisation de l'escalier permettant l'accès à l'immeuble ;
- Absence généralisée d'entretien des lieux ;
- Accumulation et stockage de nombreux objets et déchets hétérogènes ;
- Non respect des règles d'hygiène et de sécurité élémentaires ;

CONSIDERANT que le CODERST est d'avis qu'il est possible de remédier à l'insalubrité du logement du 1er étage et des parties communes;

ARRETE

Article 1er - Le logement du 1er étage et les parties communes de l'immeuble situé 21, rue du Fort - lieu dit « les Coteaux » – 54550 BAINVILLE-SUR-MADON - référence cadastrale ZE 251 – propriété de la SCI CASTEILTORT, domiciliée 11, Avenue Commandant Bret – 06400 CANNES ou ses ayants droits, sont déclarés insalubres réparables.

Article 2 - Afin de remédier à l'insalubrité constatée, il appartiendra au propriétaire mentionné à l'article 1 de réaliser selon les règles de l'art, et dans le délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté, les mesures ci-après :

Logement du 1er étage :

- recherche et suppression efficace et durable des sources d'humidité (condensation, infiltrations, fuites) ;
- mise en place d'un système de ventilation assurant un renouvellement permanent d'air neuf ;
- mise en place d'un système de chauffage sécurisé et adapté aux caractéristiques des lieux ;
- mise en conformité de l'installation électrique ;
- remise en état/ remplacement des équipements sanitaires ;
- remise en état/remplacement des revêtements intérieurs (murs, sols, plafonds) ;

Parties communes :

- recherche et suppression efficace et durable des sources d'humidité (condensation, infiltrations, fuites) ;
- remise en état des revêtements (murs, sols, plafonds) ;
- remise en état et en sécurité de l'escalier permettant d'accéder à l'immeuble ;
- procéder au nettoyage, désinfection et désinsectisation des lieux ;
- procéder à l'évacuation de tous les objets et déchets hétérogènes ;
- ainsi que toutes mesures propres à rendre les locaux conformes à la législation sanitaire en vigueur.

Article 3 - En cas de travaux susceptibles d'altérer les matériaux et/ou revêtements (ponçage, abattage de cloisons, intervention sur des matériaux amiantés...), les diagnostics amiante et plomb devront être fournis aux entreprises amenées à intervenir dans l'immeuble.

Article 4 - Compte tenu de la nature et de l'importance des désordres constatés, le logement susvisé est interdit à l'habitation à titre temporaire pendant la durée des travaux et au plus tard à compter du 15 octobre 2013 jusqu'à la mainlevée du présent arrêté.

Les locaux visés ci-dessus ne peuvent être ni loués, ni mis à la disposition à quelque usage que ce soit, en application de l'article L. 1331-28-2 du code de la santé publique.

Le propriétaire mentionné à l'article 1 doit, dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté, informer le préfet de l'offre d'hébergement qu'il a faite aux occupants pour se conformer à l'obligation prévue à l'article L.521-3-1 du code de la construction et de l'habitation.

Article 5 - La mainlevée du présent arrêté d'insalubrité ne pourra être prononcée qu'après constatation de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites pour la sortie d'insalubrité, par l'autorité compétente.

Le propriétaire mentionné à l'article 1 tient à disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des travaux, dans les règles de l'art.

Article 6 - Le coût des mesures d'hébergement en application du présent arrêté est évalué sommairement à 45000 euros.

Le présent arrêté fera l'objet d'une première inscription au fichier immobilier, à la diligence du préfet, pour le montant précisé ci-dessus, en application des articles 2384-1 et 2384-3 du code civil.

Si la mainlevée du présent arrêté d'insalubrité a été notifiée au propriétaire mentionné à l'article 1, ou à ses ayants-droit, la publication, à leurs frais, de cette mainlevée emporte caducité de la première inscription, dans les conditions prévues à l'article 2384-4 du code civil.

Article 7 - Le propriétaire mentionné à l'article 1 est tenu de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L. 521-1 à L. 521-3 -2 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe au présent arrêté.

Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L. 1337-4 du code de la santé publique ainsi que par les articles L. 521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe.

Article 8 - Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 ci-dessus ainsi qu'aux occupants de l'immeuble concerné.

Il sera également affiché à la mairie de BAINVILLE-SUR-MADON ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Article 9 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur général de l'agence régionale de santé, le maire de BAINVILLE-SUR-MADON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 10 - Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques, dont dépend l'immeuble pour chacun des locaux concernés aux frais du propriétaire mentionné à l'article 1.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Il sera transmis au maire de la commune de BAINVILLE-SUR-MADON, au procureur de la république, au directeur départemental des territoires, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement (CAF et MSA), ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

Article 11 - La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès de la ministre chargée de la santé (Direction générale de la santé – SD7C – 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Nancy, le 17 septembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

L'annexe jointe au présent arrêté est consultable à l'ARS – Délégation territoriale 54 – Cellule habitat santé.

Arrêté N° 995/2013/ARS/DT54 du 21 octobre 2013 portant déclaration d'insalubrité réparable de la maison d'habitation située 30, rue de Chenières - 54430 REHON

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1331-26 à L.1331-30, L.1337-4, R.1331-4 à R.1331-11, R.1416-16 à R.1416-21 ;

VU le code de la construction et de l'habitation notamment les articles L.521-1 à L.521-4 et les articles L.541-2 ;

VU le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent ;

VU l'arrêté du 21 juillet 2009 et ses modificatifs, notamment du 6 juillet 2012 relatif à la composition du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de Meurthe-et-Moselle ;

VU la circulaire DGS/DGUHC/SD7C/IUH4 n° 293 du 23 juin 2003 relative à la mise à disposition d'une nouvelle grille d'évaluation de l'état des immeubles susceptibles d'être déclarés insalubres ;

VU l'enquête sanitaire des services de l'agence régionale de santé du 16 juillet 2013 ;

VU l'avis du 10 octobre 2013 du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur la réalité et les causes de l'insalubrité de l'immeuble susvisé et sur la possibilité d'y remédier ;

CONSIDERANT que l'état de l'immeuble constitue un danger pour la santé et la sécurité des personnes qui l'occupent (ou sont susceptibles de l'occuper), notamment aux motifs suivants :

un degré hygrométrique élevé, occasionnant la prolifération de moisissures, préjudiciables à la santé des occupants ;

un système de ventilation non fonctionnel n'assurant pas un renouvellement permanent d'air neuf et une évacuation des gaz viciés ;

une détérioration des revêtements ;

une isolation thermique déficiente ;

CONSIDERANT que le CODERST est d'avis qu'il est possible de remédier à l'insalubrité de l'immeuble ;

ARRETE

Article 1er - La maison d'habitation située 30, rue de Chenières - 54430 REHON - référence cadastrale AL 279 – dont M. BARBARES I Emmo et Mme BARBARES I Irma, née SEGHI, sont usufruitiers bailleurs et Mme BARBARES I Laure, nu-propriétaire, ou leurs ayants droits, est déclarée insalubre réparable.

Article 2 - Afin de remédier à l'insalubrité constatée, il appartiendra aux personnes mentionnées à l'article 1 de réaliser selon les règles de l'art, et dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les mesures ci-après :

- recherche et suppression efficace et durable des sources d'humidité (condensation, infiltrations, fuites) ;

- mise en place d'un système de ventilation assurant un renouvellement permanent d'air neuf ;

- remise en état/remplacement des revêtements intérieurs (murs, sols, plafonds) ;

- suppression des ponts thermiques et des déperditions calorifiques, au niveau des ouvrants, surfaces vitrées, murs et plafonds ;

- ainsi que toutes mesures propres à rendre les lieux conformes à la législation sanitaire en vigueur.

Article 3 - En cas de travaux susceptibles d'altérer les matériaux et/ou revêtements (ponçage, abattage de cloisons, intervention sur des matériaux amiantés...), les diagnostics amiante et plomb devront être fournis aux entreprises amenées à intervenir dans l'immeuble.

Article 4 - Compte tenu de la nature et de l'importance des désordres constatés, l'immeuble susvisé est interdit à l'habitation à titre temporaire pendant la durée des travaux et au plus tard à compter de la notification du présent arrêté jusqu'à sa mainlevée.
L'immeuble visé ci-dessus ne peut être ni loué, ni mis à la disposition à quelque usage que ce soit, en application de l'article L. 1331-28-2 du code de la santé publique.

Article 5 - La mainlevée du présent arrêté d'insalubrité ne pourra être prononcée qu'après constatation de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites pour la sortie d'insalubrité, par l'autorité compétente.

Les personnes mentionnées à l'article 1 tiennent à la disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des travaux, dans les règles de l'art.

Article 6 - Les personnes mentionnées à l'article 1 sont tenues de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L. 521-1 à L. 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe au présent arrêté.

Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L. 1337-4 du code de la santé publique ainsi que par les articles L. 521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe.

Article 7 - Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 ci-dessus.

Il sera également affiché à la mairie de REHON ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Article 8 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur général de l'agence régionale de santé, le maire de REHON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9 - Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques, dont dépend l'immeuble pour chacun des locaux concernés aux frais des personnes mentionnées à l'article 1.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Il sera transmis au maire de la commune de REHON, au procureur de la république, au directeur départemental des territoires, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement (CAF et MSA), ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

Article 11 - La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès de la ministre chargée de la santé (Direction générale de la santé – SD7C – 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Nancy, le 21 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

L'annexe jointe au présent arrêté est consultable à l'ARS – Délégation territoriale 54 – Cellule habitat santé.

Arrêté N° 1073/2013/ARS/DT54 du 29 octobre 2013 portant mise en demeure de prendre des mesures propres à faire cesser un danger dans les parties communes de l'immeuble sis "13, 14, 15, 16, 17 et 18 Rue de la Bergamote" à NANCY (54000)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 1331-26-1, L.1331-26 et suivants ainsi que l'article L.1337-4 ;

VU le code de la construction et de l'habitation notamment les articles L.521-1 à L.521-4 ;

VU le rapport établi le 29 octobre 2013 dans le cadre d'une évaluation de la vacance de l'immeuble sis 13, 14, 15, 16, 17 et 18 Rue de la Bergamote " à NANCY (54000) ;

CONSIDÉRANT que les désordres concernant les parties communes présentent un danger imminent pour la santé et la sécurité des occupants en raison :

- du risque d'électrocution et d'incendie du fait de l'installation électrique non sécurisée et vandalisée ;
- des risques liés à l'absence d'entretien et de surveillance d'ascenseurs sous tension (panne, ouverture intempestive, chute ;
- des risques liés à l'accumulation de déchets et autres objets hétérogènes (chute et incendie) ;
- des risques liés à une occupation illégale de l'immeuble ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il y a lieu de prescrire les mesures d'urgence propres à supprimer les risques susvisés ;

ARRETE

Article 1er - Les personnes listées en annexe 1 ou leurs ayants droit, propriétaires de l'immeuble sis 13-14-15-16-17-18 - Rue de la Bergamote - 54000 NANCY, référencé section : AB, parcelles : n° 334, 578, 579, 580, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816 et 817, sont mises en demeure, à compter de la notification du présent arrêté de prendre les mesures suivantes :

- empêcher et bloquer les accès à l'immeuble,
- sécuriser l'installation électrique,
- couper l'alimentation des fluides (notamment l'eau),

dans un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté.

Le présent arrêté de mise en demeure ne fait pas obstacle à la poursuite de la procédure de déclaration d'insalubrité en application des articles L.1331-26 et suivants du code de la santé publique.

Article 2 - En cas de non exécution de ces mesures dans le délai fixé à l'article 1, il sera procédé d'office aux travaux aux frais des intéressés. La créance en résultant sera recouvrée comme en matière de contributions directes.

Article 3 - Les dangers encourus par les occupants et la nature des travaux prescrits rendant l'occupation impossible durant ceux-ci, l'immeuble est interdit à l'habitation, à titre temporaire, à compter de la notification du présent arrêté et jusqu'au constat de la réalisation des travaux imposés par l'article 1 par l'autorité compétente.

L'hébergement des occupants devra être assuré par les propriétaires ou ses ayants-droits dans les conditions prévues aux articles L.521-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation reproduits en annexe. En cas de défaillance de sa part, l'hébergement temporaire sera assuré à leurs frais par la collectivité publique.

Article 4 - Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues à l'article L.1337-4 du code de la santé publique.

Le non respect des dispositions protectrices des occupants prévues par les articles L.521-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation est également passible de poursuites pénales dans les conditions prévues par l'article L.521-4 du code de la construction et de l'habitation reproduit en annexe.

Article 5 - Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 ci-dessus.

Il sera transmis à M. le maire de NANCY, au procureur de la république, au directeur départemental des territoires, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement (CAF et MSA), ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département et à la communauté urbaine du Grand Nancy.

Il sera affiché à la mairie de NANCY ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture, le maire de NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction générale de la santé- EA 2- 14, avenue Duquesne, 75350 Paris 07 SP). L'absence de réponse dans un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Nancy, le 29 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

ANNEXE 1 - Liste des copropriétaires de l'immeuble sis 13-14-15-16-17-18 rue de la Bergamote à 54000 NANCY

A.C.K. représentée par Madame FAYE ANNIE - chez Maître Eric BOGELMANN Mandataire Judiciaire - 53 AVENUE FOCH - 54000 NANCY
Monsieur AGBOHOU PIERRE et Madame AGBOHOU née ADAHE AFFIAV 4 AVENUE DE LA REPUBLIQUE - 91200 ATHIS MONS
Monsieur AMAH RODOLPHE et Madame AMAH née ALEXIS ANAÏSE 2 RUE DU MARECHAL JUIN - 77270 VILLEPARISIS
Monsieur ATTIOGBE FRANCIS et Madame MENSAH HEDWIGE 1 ALLEE DES MARRONNIERS - 92350 LE PLESSIS ROBINSON
Monsieur AZILINON DENIS et Madame AZILINON née GOUDALO CADJA 12 CHEMIN DES POUTILS - 91310 MONTHLERY
S.C.I. BASILE - S/C MR KOSSOU AYEKORO 47/49 RUE BIRSENGER APT 253 - 93000 BOBIGNY
Monsieur BAZILLE ALAIN 4 CHEMIN DES COURREGES - 34970 LATTES
Madame BELISE GATIENNE 39 RUE DU VIEUX MOULIN - 91360 EPINAY SUR ORGE
Monsieur BERSOT OLIVIER et Madame BERSOT née LECOEUCE HELENE 6 ALLEE DE L'ARTOIS - 78570 ANDRESY
Monsieur BIBI BIZIWU 8 RUE SAINT HUBERT - 91390 MORSANG SUR ORGE
Monsieur BLANCHE-BARBAT OLIVIER et Madame SYLVESTRE CHRISTELLE 7 RUE PASCAL - 95380 LOUVRES
Monsieur BOUDIAF BAHBA EDDINE et Madame BOUDIAF BAHBA née RAHMOUNE MOUNIA 14 RUE DE LA BERGAMOTE - APPT 502 - 54000 NANCY
Monsieur CARON GILBERT et Madame CARON née MICHALAK CHRISTINE 20 RUE DU TONKIN - 59170 CROIX
Monsieur CHARINI OBERTEAU et Madame ROUNORD MURIELLE 3 PLACE PIERRE SEMARD - 93200 SAINT DENIS
Madame CHEVALIER MARIE-CHRISTINE 3 RUE CATULLE MENDES - 75017 PARIS
CVD IMMOVEST - Monsieur CLAEYS CHRISTOPHE MOESKROEN STRAAT 717 - 8930 REKKEM MENEN - BELGIQUE
Monsieur D'ALMEIDA MARIUS et Madame D'ALMEIDA née BAUMANN MURIELLE 9 RUE LAMARTINE - 93310 LE PRE ST GERVAIS
Monsieur DESSENANTE YANNICK 18 ROUTE D'EUVILLE - 55200 COMMERCEY
Monsieur D'HEROUVILLE GILBERT et Madame D'HEROUVILLE née JOSMAR MARYSE MORNE GALBAS 97231 ROBERT VERT PRE
Madame DIAKHATE née MENIN FRANCOISE 22 AVENUE THIERS 77000 MELUN
Monsieur DIELNA SIMON et Madame DIELNA née CLOMBE COME 49 AVENUE BEAU SEJOUR - 93470 COUBRON
Monsieur DIEYE ERIC et Madame DIEYE née DOS SANTOS MONIQUE 2 RUE DES CAPITOULS - 31170 TOURNEFEUILLE
Monsieur DRINAL ALEXIS et Madame DRINAL ANGELIQUE LA BERGAMOTE - 14 RUE DE LA BERGAMOTE - 54000 NANCY
S.C.I. DU 57 RUE GANNERON - S/C Monsieur LEUCK DANIEL 63 BIS ALLEE GUY MOCQUET - 94170 LE PERREUX SUR MARNE
Monsieur DUMOND JACQUES et Madame DUMOND née BERDUCQ CHRISTIANE 37 RUE DE LA MARNE - 94230 CACHAN
Monsieur EDORH MEWAZI et Madame EDORH née YUSIFU AYISHETU 3 ALLEE DU BOIS CHENET - 91830 LE COUDRAY MONTCEAUX
Monsieur ESPARON JEAN-VALERE et Madame ESPARON née BEGUE MARIE 4 RESIDENCE DU PORT GALAND 92220 BAGNEUX
Monsieur FERNANDES SEBASTIEN 124 RUE PIERRE JOIGNEAUX - 92270 BOIS COLOMBES
Monsieur FERREIRA ANTONIO 1 RUE ANDRE ANTOINE - 75018 PARIS
Madame FICHEUX née LOUEMBA CHRISTINE 2 RUE DE CLAIRE FONTAINE - 44450 LA CHAPELLE BASSE MER
Madame FISCHER KATHY 40, ROUTE DU PONTEL - 78760 JOUARS PONCHARTRAIN
Monsieur GAVELLE SERGE LA BARRE D'AMBREELE GRAND MALTERRE - 58700 PREMERY
Monsieur GEISS DIDER et Madame GEISS née GENITEAU PATRICIA 5 RUE JEAN - 91330 YERRES
Monsieur GOMEZ RAOUL et Madame GOMEZ née NJIPAP LONTIO OCTAVIE 32 RUE DU TERTRE 91830 LE COUDRAY MONTCEAUX
Monsieur GUEHOUN TIETIE YVES et Madame GUEHOUN TIETIE née ONDZIE N'GALA OKAGA 27 RUE JACQUES CHABAN DELMAS - 77380 COMBS LA VILLE
Monsieur HAGEL YANNIS 6 RUE DES PERVENCHES - 91330 YERRES
Madame JEAN MARIE GISELE RES DES HAUTES BERGERES - BAT. FEVRIER 91940 LES ULIS
Madame KANE SALLA 52 RUE DES COTEAUX - 77700 MAGNY LE HONGRE
Monsieur KOUCHIT SALIM 20 RUE CHAMPOREUX - 91540 MENNECY
Madame KPACHAVI CLAIRE 1 VILLA AUGUSTE VERMOREL - 91000 EVRY
Monsieur LAJARILLE JEAN-PHILIPPE C/O 12 CHEMIN DES LIBELLULES - 1010 LAUSANNE - SUISSE
Madame LEUCK CATHERINE 30 RUE DE LONGCHAMP - 92200 NEUILLY SUR SEINE
Monsieur LEUCK DANIEL 63 BIS ALLEE GUY MOCQUET - 94170 LE PERREUX SUR MARNE
Monsieur LEUCK JULIEN 4 CLOS DES CERISIERS - 78290 CROISSY SUR SEINE
Monsieur LUCE JEAN-CLAUDE 1 RUE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE 78000 VERSAILLES
Madame LUNION CELINE ROUTE DU PIC PARADIS - 2 IMPASSE HAYS VIOTTY - 97150 ST MARTIN
Madame LUNION CATHERINE 1 AVENUE HENRI BARBUSSE 93130 NOISY LE SEC
Monsieur LUNION SIMON et Madame JEANNY-EVARISTE ELIANE 29 RUE CHALOT - 95700 ROISSY EN FRANCE
M.M.S.B. - Madame HOMBERGER MARTINE 2 ALLEE MAURICE BARRES - 54990 XEUILLEY
Monsieur MACHEPY PHILIPPE et Madame MACHEPY née DAL NEGRO LILIANE 8 RUE JACQUARD - CADEX 506 - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY
Madame MAGINEL CELINE 22 RUE DES VINAIGRIERS - 75010 PARIS
Monsieur MARCET DAVID 2 ALLEE DE LA TREILLE - APPT 83 - 94290 VILLENEUVE LE ROI
Monsieur MARCET MANUEL 4 PROMENADE DES HIRONDELLES - 94260 FRESNES
Madame MARCET MARIE-JOSE 45 RUE PIERRE MARIE DERRIEN - 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
Monsieur MARGEANSEAU JEAN-PAUL et Madame MARGEANSEAU née TRAORE FATOUMATA 42 BLD DUBREUIL - BAT B - 91440 BURES SUR YVETTE
Monsieur MAROLLEAU HERVE 4 RUE DU PRE CHAMBRY - 91200 ATHIS MONS
Monsieur MAYINDULA ZOLA DANIEL et Madame KAKA NGOMA HORTENSE 54 RUE LOUIS HESSELIN - 91100 CORBEIL ESSONNES
Monsieur NGAMWO NGOUNE JEAN et Madame NGAMWO NGOUNE née MINELLI LAETITIA 24 AVENUE VICTOR COUPE - 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
Monsieur PELLADEAU ROGER et Madame PELLADEAU née NATUREL FABIENNE 32 RUE CHANDIGARH - 94310 ORLY
Monsieur PETRAMANBERNARD et Madame PETRAMAN née GRAVIER CLAUDIE 18 RUE DE LA BORNE - 78490 LES MESNULS
Madame RAVIN YOLANDE 24 RUE SEBASTIEN MERCIER - ESC. A - 75015 PARIS
Madame BIGOT née RAVIN YVELINE 11 RUE DU NOYER GRENOT - 94310 ORLY
Monsieur RIBEIRO CERQUEIRA AVELINO CHEZ MME RIBEIRO CERQUEIRA - 16 RUE DE PROVINS - 77131 PEZARCHES

Monsieur RIEGERT NICOLAS LA PLETA DE ORDINO 69B - AD300 ORDINO - ANDORE
Monsieur et Madame SARDARIAN NUGZAR LA BERGAMOTE - 13 RUE DE LA BERGAMOTE - 54000 NANCY
Madame SISSOKO AAMI 1 SQUARE GEORGES PULITZER - 77186 NOISIEL
Monsieur SOMBE ROBERT et Madame SOMBE née BLAZE DANIELLE 17 RUE DES DEUX PILIERS - 95350 SAINT BRICE
Madame SOULANGES ARMANTINE - 17 RUE DE LA FAISANDERIE - 94460 VALENTON et Madame CITA ELOISE - 5 RUE EDMOND VITRY - 94130 NOGENT SUR MARNE
Monsieur SOUNFOUNTERA AMADOU et Madame SOUNFOUNTERA née TOURE ASSA 11 RESIDENCE DE LA DHUYS - 93390 CLICHY SOUS BOIS
Monsieur SOW ABDOUL et Madame SOW née MOUVAGHA MYRIA 5 AVENUE AIME AUBERVILLE - 77500 CHELLES
Monsieur SOW SAMBA et Madame SOW née PAUL LAURENCE 28 AVENUE DU GAL DE GAULLE - 97300 CAYENNE
Monsieur TAMAKU ANTOINE Chez Madame VANAA PAULINE - 6 RUE LARREY - ESC D - 75005 PARIS
Monsieur TECHER STEPHANE et Madame TECHER née DOS REIS MARIA 217 RUE LIEUTENANT PETIT LEROY - 94150 CHEVILLY LARUE
Monsieur THEBO ALAIN et Madame THEBO née VALENTIN JULIETTE 51 AVENUE MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY - 94000 CRETEIL
Monsieur THOUVENIN JACKY et Madame THOUVENIN née CORBERAND MIREILLE 260 RUE DE LA JUSTICE - 54230 NEUVES MAISONS
Madame VASELLI née NATUREL SEVERINE 7 ALLEE GERARD DE NERVAL - 91240 SAINT MICHEL SUR ORGE
IMMOBILIERE ZEPHYR chez la Société Mandataire de Justice 20 AVENUE DE L'EUROPE - 78000 VERSAILLES
Le syndicat des copropriétaires
Les autres annexes jointes au présent arrêté sont consultables au SCHS de NANCY (service communal d'hygiène et de santé 40, rue Sainte-Catherine - 54000 NANCY).

Arrêté N° 1079/2013/ARS/DT54 du 7 novembre 2013 portant sur la levée totale de l'arrêté N° 571/2009/DDASS/SE du 19 juin 2009 déclarant les parties privatives à usage d'habitation et les parties communes de l'immeuble sis 33 rue de Lorraine - 54300 LUNEVILLE insalubres remédiables

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L1331-26 et suivants ;
VU le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 521-1 à 521-3-2 ;
VU l'arrêté préfectoral n°571/2009/DDASS/SE du 19 juin 2009 portant déclaration d'insalubrité remédiable des parties privatives à usage d'habitation et des parties communes de l'immeuble sis 33 rue de Lorraine à LUNEVILLE (54300) avec interdiction temporaire d'habiter et d'utiliser les lieux ;
VU le rapport établi par le responsable du Service Communal d'Hygiène et de Santé constatant l'achèvement des travaux de sortie d'insalubrité à la date du 20 septembre 2013, et exécutés en application de l'arrêté d'insalubrité remédiable susvisé ;
CONSIDERANT que les travaux réalisés dans le respect des règles de l'art ont permis de résorber les causes d'insalubrité mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 19 juin 2009 et que l'immeuble susvisé ne présente plus de risque pour la santé des occupants ;

ARRETE

Article 1er - L'arrêté préfectoral n°571/2009/DDASS/SE du 19 juin 2009, portant déclaration d'insalubrité remédiable des parties privatives à usage d'habitation et des parties communes de l'immeuble sis 33 rue de Lorraine à LUNEVILLE (54300) avec interdiction temporaire d'habiter et d'utiliser les lieux, est abrogé.

L'arrêté d'insalubrité n°571/2009/DDASS/SE du 19 juin 2009 a fait l'objet d'une inscription aux hypothèques (acte n° 2009 D 2771 – vol 2009 P 1807 publié et enregistré le 15/07/2009).

Article 2 - Le présent arrêté sera notifié à la SCI WAGRAM, propriétaire. En outre, il sera affiché à la mairie de LUNEVILLE.

Article 3 - A compter de la notification du présent arrêté, l'immeuble peut à nouveau être utilisé aux fins d'habitation. Les loyers ou indemnités d'occupation seront à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suivra la notification du présent arrêté.

Article 4 - Il sera transmis à monsieur le procureur de la République, à monsieur le directeur départemental des territoires, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement (CAF, MSA), ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

Article 5 - Le présent arrêté sera publié au service de publicité foncière dont dépend l'immeuble à la diligence et aux frais du propriétaire.

Article 6 - La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (direction générale de la santé – EA 2 - 14, avenue Duquesne - 75350 Paris 07 SP). L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Nancy – 5, place Carrière, dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Nancy, le 7 novembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté N° 1080/2013/ARS/DT54 du 30 octobre 2013 portant mise en demeure de prendre des mesures propres à faire cesser un danger dans le logement 69, 3ème étage, sis 140 rue de la République à JARVILLE-LA-MALGRANGE (54140)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1331-26-1, L.1331-26 et suivants ainsi que l'article L.1337-4 ;
VU le code de la construction et de l'habitation notamment les articles L.521-1 à L.521-4 ;
VU le rapport de l'agence régionale de santé de Lorraine établi le 30 octobre 2013 dans le cadre d'une évaluation de l'état sanitaire du logement lot 69 – 3ème étage, sis 140 rue de la République ;
CONSIDÉRANT que les désordres constatés dans le logement présentent un danger imminent pour la santé et la sécurité des occupants et des voisins en raison :

- d'une accumulation massive d'objets divers et variés

* constituant un fort potentiel calorifique présentant un risque important d'incendie ;

* ne permettant plus aux occupants l'accès à la cuisine, à la salle de bain, aux chambres et à des points d'eau ;

- d'une installation électrique anarchique et peu sécurisée présentant un risque d'électrocution et d'incendie ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il y a lieu de prescrire les mesures d'urgence propres à supprimer les risques susvisés ;

ARRETE

Article 1er - M. MICHEL Jean-Luc, ou ses ayants droit, propriétaire occupant de l'appartement lot 69, 140 rue de la République à JARVILLE-LA-MALGRANGE (54140), cadastré AD49, est mis en demeure, à compter de la notification du présent arrêté de prendre les mesures suivantes :

- débarrasser le logement des objets hétéroclites afin de supprimer le risque d'incendie et permettre aux occupants d'accéder aux équipements sanitaires, de confort, aux ouvrants, aux points d'eau,
- sécuriser l'installation électrique,
dans les meilleurs délais et au plus tard le 12 novembre 2013.

Le présent arrêté de mise en demeure ne fait pas obstacle à la poursuite de la procédure de déclaration d'insalubrité en application des articles L.1331-26 et suivants du code de la santé publique.

Article 2 - En cas de non exécution de ces mesures dans le délai fixé à l'article 1, il sera procédé d'office aux travaux aux frais des intéressés. La créance en résultant sera recouvrée comme en matière de contributions directes.

Article 3 - Les dangers encourus par les occupants et la nature des travaux prescrits rendant l'occupation impossible durant ceux-ci, **l'appartement est interdit à l'habitation, à titre temporaire, à compter du 5 novembre** et jusqu'au constat de la réalisation des travaux imposés par l'article 1 par l'autorité compétente.

L'hébergement des occupants devra être assuré par les propriétaires ou ses ayants-droits dans les conditions prévues aux articles L.521-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation reproduits en annexe. En cas de défaillance de sa part, l'hébergement temporaire sera assuré à leurs frais par la collectivité publique.

Article 4 - Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues à l'article L.1337-4 du code de la santé publique.

Le non respect des dispositions protectrices des occupants prévues par les articles L.521-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation est également passible de poursuites pénales dans les conditions prévues par l'article L.521-4 du code de la construction et de l'habitation reproduit en annexe.

Article 5 - Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 ci-dessus.

Il sera transmis à M. le maire JARVILLE-LA-MALGRANGE, au procureur de la République, au directeur départemental des territoires, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement (CAF et MSA), ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département

Il sera affiché à la mairie de JARVILLE-LA-MALGRANGE ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur général de l'agence régionale de santé, le maire de JARVILLE-LA-MALGRANGE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction générale de la santé- EA 2- 14, avenue Duquesne, 75350 Paris 07 SP). L'absence de réponse dans un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Nancy, le 30 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

L'annexe jointe au présent arrêté est consultable à l'ARS – Délégation territoriale 54 – Cellule habitat santé.

Cellule prévention et promotion de la santé

Arrêté 2013-1031 du 21 octobre 2013 portant renouvellement de l'habilitation du centre de santé MGEN de Nancy en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles (CIDDIST)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L3121-1, L3121-2-1 et D3121-38 à 42 ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret du 13 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU l'arrêté du 19 décembre 2005 fixant le contenu du dossier de demande d'habilitation ;

VU l'arrêté n°315 du Préfet de Meurthe-et-Moselle du 10 mars 2010 habilitant le centre de santé de la MGEN de Nancy en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles ;

VU l'arrêté du 11 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 1er décembre 2010 fixant le contenu du rapport d'activité et de performance en application des articles D. 3111-25, D. 3112-9 et D. 3121-41 du code de la santé publique ;

VU la demande de renouvellement d'habilitation en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles présentée par le centre de santé MGEN de Nancy le 30 septembre 2013 et réceptionnée le 30 septembre 2013 par l'Agence régionale de Santé de Lorraine ;

VU les éléments du dossier qui permettent de considérer que le centre de santé de la MGEN de Nancy répond aux conditions d'autorisation et de fonctionnement d'un centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles ;

ARRETE

Article 1er - Le centre de santé MGEN, situé 6 rue Désilles à 54000 NANCY, est habilité, pour une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté, en qualité de centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles.

Article 2 - les modalités de fonctionnement et de financement du centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles sont fixées par une convention entre le directeur général de l'ARS et la direction de l'établissement.

Ces modalités sont conformes aux dispositions prévues par la réglementation.

Le centre fournit annuellement à l'Agence régionale de santé un rapport d'activité et de performance conforme à la réglementation.

Article 3 - Lorsque les modalités de fonctionnement du centre ne permettent plus de répondre aux obligations fixées par les articles D3121-39 et D3121-41 du code de santé publique, le Directeur général de l'agence régionale de santé met en demeure la structure habilitée de s'y conformer dans le délai qu'il fixe.

Si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai imparti, l'habilitation peut-être retirée.

En cas d'urgence tenant à la sécurité des usagers, l'habilitation peut être suspendue.

Article 4 - Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région et de la Préfecture du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 octobre 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté 2013-1074 du 5 novembre 2013 portant renouvellement de l'habilitation du Centre Hospitalier de TOUL en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles (CIDDIST), centre de lutte contre la tuberculose (CLAT) et centre de vaccination (CV)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L3121-1, L3121-2-1 et D3121-38 à 42 ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le décret du 13 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;
VU l'arrêté du 19 décembre 2005 fixant le contenu du dossier de demande d'habilitation ;
VU l'arrêté inter préfectoral du Préfet de Meurthe-et-Moselle et du Préfet des Vosges n° 15 du 29 janvier 2010 habilitant le centre hospitalier de Toul en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles, centre de lutte contre la tuberculose et centre de vaccination, pour une durée de trois ans ;
VU l'arrêté du 11 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 1er décembre 2010 fixant le contenu du rapport d'activité et de performance en application des articles D. 3111-25, D. 3112-9 et D. 3121-41 du code de la santé publique ;
VU la demande de renouvellement d'habilitation en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles, centre de lutte contre la tuberculose et centre de vaccination présentée par le centre hospitalier de TOUL le 15 octobre 2013, réceptionnée le 17 octobre 2013 par l'Agence régionale de Santé de Lorraine et complétée le 25 octobre 2013 par l'établissement ;
VU les éléments du dossier qui permettent de considérer que le centre hospitalier de TOUL répond aux conditions d'autorisation et de fonctionnement d'un centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles, d'un centre de lutte contre la tuberculose et d'un centre de vaccination ;

ARRETE

Article 1er - Le Centre Hospitalier de TOUL, situé 1, cours Raymond Poincaré à 54200 TOUL, est habilité, pour une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté, en qualité de centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles, centre de lutte contre la tuberculose et centre de vaccination.

Article 2 - Les modalités de fonctionnement et de financement du centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles, du centre de lutte contre la tuberculose et du centre de vaccination sont fixées par une convention entre le directeur général de l'ARS et la direction de l'établissement.

Ces modalités sont conformes aux dispositions prévues par la réglementation.

Le centre fournit annuellement à l'Agence régionale de santé un rapport d'activité et de performance conforme à la réglementation.

Article 3 - Lorsque les modalités de fonctionnement du centre ne permettent plus de répondre aux obligations fixées par les articles D3121-39 et D3121-41 du code de santé publique, le Directeur général de l'agence régionale de santé met en demeure la structure habilitée de s'y conformer dans le délai qu'il fixe.

Si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai imparti, l'habilitation peut-être retirée.

En cas d'urgence tenant à la sécurité des usagers, l'habilitation peut être suspendue.

Article 4 - Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région et de la Préfecture du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 novembre 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Produits de santé et biologie

Arrêté ARS n° 2013-1067 du 24 octobre 2013 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) de la Maternité Régionale A. Pinard à Nancy : préparation de mélanges binaires de nutrition parentérale pour le compte de l'Hôpital Brabois Enfants - Centre Hospitalier Universitaire de NANCY

N° FINESS Entité juridique 540000031

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 5126-7, L. 5126-14, R. 5126-1 à R. 5126-3 et R. 5126-8 à R.5126-21 ;
VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière ;
VU les Bonnes Pratiques de Préparation (bulletin officiel n° 2007/7 bis) ;
VU l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;
VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 1946 autorisant la Maternité Départementale à exploiter une officine de pharmacie, située à Nancy, avenue du Docteur Heydenreich – licence n° 145 ;
VU l'arrêté ARS n° 20120203-115 du 3 février 2012 portant modification de l'autorisation initiale de la Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) de la Maternité Régionale A. Pinard à Nancy dans le cadre du déménagement des locaux ;
CONSIDERANT la convention de sous-traitance entre établissements de santé pour la prestation par une pharmacie à usage intérieur de préparation de mélanges binaires de nutrition parentérale, par la Maternité Régionale A. Pinard à Nancy pour le compte de l'Hôpital Brabois Enfants - Centre Hospitalier Universitaire de Nancy ;
CONSIDERANT l'avis favorable rendu par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique en date du 22 octobre 2013 ;

ARRETE

Article 1er - L'autorisation de fonctionnement de la Pharmacie à Usage Intérieur de la Maternité Régionale A. Pinard à Nancy, sise 10, rue du docteur Heydenreich à NANCY (54000) est modifiée à compter du 1er novembre 2013, selon les modalités des articles suivants du présent arrêté.

Article 2 - La pharmacie à usage intérieur de la Maternité Régionale A. Pinard de Nancy est autorisée à exercer les activités obligatoires des PUI et les activités optionnelles suivantes :

- La réalisation des préparations hospitalières à partir de matières premières ou de spécialités pharmaceutiques ;
- La réalisation des préparations rendues nécessaires par les recherches biomédicales ;
- La délivrance des aliments diététiques destinés à des fins médicales spéciales ;
- La stérilisation des dispositifs médicaux ;
- La vente de médicaments au public ;
- La réalisation de préparations magistrales ou hospitalières pour le compte pour le compte de la Polyclinique Majorelle à Nancy, selon les dispositions et la durée (5 ans maximum) prévues par l'arrêté ARS n°2011-276 en date du 27 juillet 2011 ;

- La réalisation, pour une durée maximum de 5 ans, des préparations hospitalières sous forme de poches de nutrition parentérale pour le compte de l'Hôpital Brabois Enfants - Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, dont le siège est situé allée du Morvan – 54500 Vandœuvre-lès-Nancy.

Article 3 - Les moyens en personnel, les conditions d'installation et de fonctionnement devront permettre le respect des dispositions du Code de la Santé Publique, celles de l'arrêté du 22 juin 2001 relatif aux « Bonnes Pratiques de la Pharmacie Hospitalière » (BPPH), ainsi que celles relatives aux « Bonnes Pratiques de Préparation ».

Article 4 - Le temps de présence du pharmacien gérant est de 10 demi-journées par semaine.

Article 5 - Toute modification ultérieure intervenant sur les locaux, l'implantation et les éléments figurant dans la demande initiale devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 6 - Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX - pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 7 - Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de la personne morale de l'établissement, et dont copie sera adressée à Monsieur le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy;

et sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Lorraine et du département de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

Arrêté n° 2013-1071 du 29 octobre 2013 portant modification de l'autorisation de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical accordée à la SAS ADS LORRAINE sise ZA - CD 960 A N°7 à DOMGERMAIN (54119)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment l'article L. 4211-5 ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

VU l'arrêté ARS n° 2011-271 du 22 juillet 2011 portant modification de l'autorisation de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical sollicitée par la société ADS LORRAINE ;

CONSIDÉRANT le dossier transmis le 14 août 2013 et complété le 11 septembre 2013, par la SAS ADS LORRAINE, représentée par Monsieur Fabrice CHARTREUX, président, déclarant le changement de :

- forme juridique de la société depuis le 24 février 2012 ;
- pharmacien responsable, à compter du 14 mars 2013, pour une durée de travail hebdomadaire pour le site de DOMGERMAIN correspondant à 0,65 équivalent temps plein.

ARRETE

Article 1er - la SAS ADS LORRAINE est autorisée à dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical dans les conditions suivantes :

Forme juridique : société par actions simplifiée.

Siège social : 26 rue de la Rosière à DOMGERMAIN (54119).

Site de rattachement : ZA - CD 960 A N°7 à DOMGERMAIN (54119).

Pharmacien responsable : Madame Nathalie ANDRE, inscrite au tableau de la section D de l'Ordre des pharmaciens, sous le numéro RPPS 10001151041. La durée hebdomadaire de travail, sur le site de DOMGERMAIN, correspond à 0,65 équivalent temps plein.

Aire géographique desservie :

- Lorraine : Moselle (57), Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Vosges (88) ;

- Alsace : Bas-Rhin (67), Haut-Rhin (68) ;

- Bourgogne : Côte d'Or (21) ;

- Champagne Ardenne : Marne (51), Haute-Marne (52).

Article 2 - Toute modification qui affecterait les éléments sur la base desquels cette autorisation a été délivrée, doit faire préalablement l'objet d'une déclaration à l'Agence régionale de santé de Lorraine.

Article 3 - Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical.

Article 4 - Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation.

Article 5 - Les dispositions du présent arrêté peuvent faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois, à compter de la notification pour les intéressés ou de l'exécution des formalités de publication pour les tiers :

- auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS 07 SP - pour le recours hiérarchique ;

- devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5 place de la Carrière - CO N° 20038 - 54036 NANCY CEDEX - pour le recours contentieux.

Article 6 - Le Directeur général de l'Agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS ADS LORRAINE et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Central de l'Ordre des Pharmaciens (Section D),

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence régionale de santé d'Alsace,

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence régionale de santé de Bourgogne,

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence régionale de santé de Champagne-Ardenne,

et publié aux Recueils des Actes Administratifs de la Préfecture de Lorraine et de celle de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE

Arrêté du 12 novembre 2013 accordant subdélégation de signature par le directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de la Meurthe-et-Moselle

Le Directeur académique des services de l'éducation nationale, Directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'éducation modifié par le décret n° 2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique et notamment ses articles R222-19-3, D 222-20,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements,

VU le décret n° 2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique et notamment son article 6 –II,

VU le décret du Président de la République en date du 7 mai 2009 nommant Monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle (directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er février 2012),

VU le décret du Président de la République en date du 4 novembre 2013 nommant Madame Nadette FAUVIN, inspectrice d'académie, inspectrice pédagogique régionale, dans l'emploi de directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle à compter du 4 novembre 2013,

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2011 nommant Monsieur David-Olivier COMTE, conseiller d'administration scolaire et universitaire, dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en qualité de secrétaire général de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle à compter du 2 mai 2011 (secrétaire général du service départemental de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er février 2012),

VU l'arrêté ministériel du 6 mai 2013 portant affectation de Monsieur Philippe LUSCAN, inspecteur de l'éducation nationale, en qualité d'Inspecteur de l'éducation nationale adjoint auprès du directeur académique des services de l'éducation nationale à compter du 1er septembre 2013,

VU l'arrêté du 1er février 2012 du recteur de l'académie de Nancy-Metz relatif à l'organisation fonctionnelle et territoriale de l'académie de Nancy-Metz et aux attributions de ses services académiques et départementaux,

VU l'arrêté du 1er février 2012 du recteur de l'académie de Nancy-Metz relatif à la mutualisation des moyens entre les services académiques et les services départementaux de l'académie de Nancy-Metz,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°11.OSD.15 du 22 août 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnancement secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle et notamment ses articles 4 et 10,

ARRETE

Article 1er. – En cas d'absence ou d'empêchement du directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, délégation de signature est donnée à :

- Madame Nadette FAUVIN, directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale,

à l'effet de signer, au nom directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, et dans la limite des délégations reçues par ce dernier, les actes, les décisions et les correspondances relatives au pilotage des politiques pédagogiques et éducatives, à la gestion des personnels de direction et à celle des moyens des écoles et des collèges.

Article 2. – En cas d'absence ou d'empêchement du directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, délégation de signature est donnée à :

- Monsieur Philippe LUSCAN, inspecteur de l'éducation nationale adjoint auprès du directeur académique des services de l'éducation nationale, à l'effet de signer, au nom directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, et dans la limite des délégations reçues par ce dernier :

- Les rapports d'inspection, la notation, les autorisations d'absence et les avis sur les projets de mobilité des enseignants du premier degré, les correspondances dans le cadre de la relation hiérarchique avec ces derniers ;

- Les sorties scolaires avec nuitées ;

- Les agréments des intervenants extérieurs ;

- Les correspondances usuelles avec les divers partenaires de l'école.

Article 3. – En cas d'absence ou d'empêchement du directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, délégation de signature est donnée à :

- Monsieur David-Olivier COMTE, secrétaire général du service départemental de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle,

à l'effet de signer, au nom directeur académique des services de l'éducation nationale, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, et dans la limite des délégations reçues par ce dernier, les actes, les décisions et les correspondances élaborées dans le cadre de leurs activités d'administration et de gestion (dont celles mentionnées par l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n° 11.OSD.15) par les services placés sous l'autorité du directeur académique précédemment cité par :

- l'article 3 de l'arrêté du 1er février 2012 relatif à l'organisation fonctionnelle et territoriale de l'académie de Nancy-Metz et aux attributions de ses services académiques et départementaux,

- l'arrêté du 1er février 2012 relatif à la mutualisation des moyens entre les services académiques et les services départementaux de l'académie de Nancy-Metz.

Les actes, les décisions et correspondances mentionnés à l'alinéa précédent et qui sont relatifs à des domaines pour lesquels la directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale ou l'inspecteur de l'éducation nationale adjoint auprès du directeur académique des services de l'éducation nationale bénéficient en application des articles 1 et 2 du présent arrêté d'une délégation de signature peuvent être signés par secrétaire général du service départemental de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle en cas d'absence ou d'empêchement de la directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale ou l'inspectrice de l'éducation nationale adjointe au directeur académique des services de l'éducation nationale.

Article 4. – L'arrêté du 23 août 2013 accordant subdélégation de signature est abrogé.

Article 5. – Le secrétaire général du service départemental de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 novembre 2013

Le Directeur académique des services de l'éducation nationale,
Directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe PICOCHÉ

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

SOLIDARITE - INSERTION

Arrêté N° DDCS/SI/2013-106 du 12 novembre 2013 portant rejet d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 02/08/2013 présenté par Monsieur THOMASSIN Alain domicilié 22 rue du général Patton 54270 ESSEY LES NANCY en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville ;
VU l'arrêté N°DDCS/SI/2013-38 du 28 juin 2013 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;
VU l'avis favorable en date du 14 août 2013 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;
VU l'avis défavorable en date du 22 octobre 2013 de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale ;
CONSIDERANT que Monsieur THOMASSIN Alain satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;
CONSIDERANT que Monsieur THOMASSIN Alain justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;
CONSIDERANT qu'aucune garantie n'est donnée quant à la disponibilité de Monsieur THOMASSIN Alain pour un accompagnement des personnes compte tenu de son activité salariée à temps complet au sein du CREDIT MUTUEL ;
CONSIDERANT que dans ces conditions Monsieur THOMASSIN Alain ne pourra offrir une qualité optimale du service rendu ;
SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er - la demande d'agrément présentée par Monsieur THOMASSIN Alain domicilié 22, rue du général Patton 54270 ESSEY LES NANCY pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort des tribunaux d'instance de NANCY et LUNEVILLE est rejetée.

Article 3 - Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 12 novembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté N° DDCS/SI/2013-107 du 12 novembre 2013 portant rejet d'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;
VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;
VU l'article D.471-3 relatif aux conditions d'âge, de formation, et d'expérience professionnelle requis par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales ;
VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;
VU le dossier déclaré complet le 24/10/2013 présenté par Madame CALOT Florence domiciliée 46 rue de Nabécor Entrée F 54000 NANCY en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort du tribunal d'instance de Nancy ;
VU l'arrêté N°DDCS/SI/2013-38 du 28 juin 2013 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;
VU l'avis favorable en date du 21 juin 2013 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;
CONSIDERANT cependant le fait que le Certificat National de Compétence obtenu le 23 avril 2010 délivré par la SAFOR n'est pas conforme aux dispositions du décret susvisé ;
CONSIDERANT que Madame CALOT Florence n'est pas titulaire d'un diplôme de niveau III du répertoire national des certifications professionnelles selon les dispositions du 1er alinéa du décret susvisé mais d'un diplôme de niveau V celle-ci exerçant à ce titre l'activité d'assistante familiale ;
SUR PROPOSITION de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er - la demande d'agrément présentée par Madame CALOT Florence domiciliée 46, rue de Nabécor Entrée F 54000 NANCY pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort du tribunal d'instance de NANCY est rejetée.

Article 3 - Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 12 novembre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté N° DDCS/SI/2013-109 du 30 octobre 2013 portant agrément au titre de l'intermédiation locative et la gestion locative sociale de l'association « familiale d'aide et de soutien aux travailleurs handicapés mentaux », AFAST

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion,
VU le décret n° 2009-1684 du 30 décembre 2009 relatif aux agréments des organismes exerçant des activités en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,
VU la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément,

VU la circulaire du 6 septembre 2010 relative aux agréments des organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,

VU la demande d'agrément du 12 mars 2013 déposée auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle par l'association « AFAST » dont le siège est situé à LUNEVILLE (54300), 3 allée Geneviève Pépin, en vue d'exercer en Meurthe-et-Moselle, au titre de l'Intermédiation locative et la gestion locative sociale, les activités suivantes :

La location de logements en vue de leur sous-location, auprès d'un organisme HLM ou d'un organisme agréé pour son activité de maîtrise d'ouvrage ;

La location de logements en vue de leur sous-location, auprès de bailleurs autres que des organismes HLM : il s'agit notamment des bailleurs privés, personnes physiques ou morales, des sociétés d'économie mixte et des collectivités locales.

VU les pièces complémentaires apportées au dossier de demande d'agrément les 19 septembre, 8 et 9 octobre 2013,

CONSIDERANT la capacité de l'association « AFAST » à exercer les activités, objet du présent agrément, compte tenu de ses statuts, de ses compétences et des moyens dont elle dispose en Meurthe-et-Moselle,

SUR PROPOSITION de la Directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er - L'agrément au titre de l'Intermédiation locative et la gestion locative sociale est accordé à l'association « AFAST » pour exercer les activités suivantes :

- la location de logements en vue de leur sous-location, auprès d'un organisme HLM ou d'un organisme agréé pour son activité de maîtrise d'ouvrage ;

- la location de logements en vue de leur sous-location, auprès de bailleurs autres que des organismes HLM : il s'agit notamment des bailleurs privés, personnes physiques ou morales, des sociétés d'économie mixte et des collectivités locales.

Article 2 - L'association « AFAST » est agréée pour l'exercice des activités mentionnées à l'article 1 dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 - Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans renouvelable.

Article 4 - L'association « AFAST » est tenue d'adresser annuellement au préfet de Meurthe-et-Moselle un compte-rendu des activités visées par le présent agrément ainsi que ses comptes financiers, conformément à l'article R 365-7 du Code de la construction et de l'habitation.

Elle doit également lui notifier toute modification statutaire.

Le préfet peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice des activités de l'organisme.

Article 5 - Le présent agrément peut être retiré à tout moment par le préfet de Meurthe-et-Moselle si les conditions de délivrance de l'agrément ne sont plus satisfaites ou s'il est constaté un manquement grave et répété aux obligations de l'organisme.

Ce retrait ne pourra être prononcé qu'après avoir mis les dirigeants de l'association en mesure de présenter leurs observations.

Article 6 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité signataire ou être contesté devant le tribunal administratif de NANCY, 5 place de la Carrière, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 - Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la Directrice départementale de la cohésion sociale sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée à l'association « AFAST ».

Nancy, le 30 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté N° 110 du 23 octobre 2013 fixant la composition nominative du conseil départemental consultatif des personnes handicapées

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 146-1 et L.146-2 ;

VU le code du travail ;

VU la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'information, aux fichiers et aux libertés ;

VU le décret n° 2002-1368 du 27 novembre 2002 relatif aux conseils départementaux consultatifs des personnes handicapées ;

VU l'arrêté préfectoral N° 612 du 14 juin 2010, fixant la composition nominative du conseil départemental consultatif des personnes handicapées prévu à l'article 1er du décret du 27 novembre 2002 susvisé ;

VU les propositions présentées par les organismes et associations concernés ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général

ARRETE

Article 1er - Sont nommés membres du conseil départemental consultatif des personnes handicapées prévu à l'article 1er du décret susvisé du 27 novembre 2002 :

1er COLLEGE : « REPRESENTANTS DES SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT, DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DES PRINCIPAUX ORGANISMES QUI APPORTENT UN CONTRIBUTION A L'ACTION EN FAVEUR DES PERSONNES HANDICAPEES » (10 sièges)

Services déconcentrés de l'Etat (4 sièges)

- Mme la Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant,

- M. le Directeur académique des services de l'éducation nationale ou son représentant,

- M. le Directeur départemental des territoires ou son représentant,

- Mme la Directrice départementale de la cohésion sociale ou son représentant,

Collectivités territoriales (4 sièges)

Conseil général (2 sièges)

- Titulaires : Mme PILOT Michèle

Mme TERRADE Marie-Hélène

- Suppléants : Mme HELFER Marie-Annick

Mme VIDAL ROSSET Marie-Cécile

Communes (2 sièges)

- Titulaires : M. BOCQUEL Michel, maire de DENEUVRE

M. THIL Etienne, conseiller municipal de NEUVES-MAISONS

- Suppléants : Mme DEBORD Valérie, maire adjointe de NANCY

M. BARTH Jacques, maire de BOUXIERES-AUX-DAMES

Organismes de sécurité sociale du régime général

- Titulaire : Mme TYKOCZINSKI Caroline

- Suppléant : M. DUPRE Yves

Caisse d'allocations familiales et caisse d'assurance retraite et de la santé au travail

- Titulaire : Mme GIETZEN Sonia

- Suppléant : Mme SEIROLLE Françoise

2e COLLEGE : « ASSOCIATION DE PERSONNES HANDICAPEES OU DE LEURS FAMILLES » (10 sièges)**Union Régionale des associations de Parents d'Enfants Déficients Auditifs et Espoir Lorrain des Devenus Sourds et Malentendants**

- Titulaire : Mme MAUGIN Geneviève

- Suppléant : Mme HENRY Lucette

Groupeement des Intellectuels Aveugles ou Amblyopes

- Titulaire : Mme CHAUVEL Isabelle

- Suppléant : Mme BOUCHERAT Dominique

Association Française contre les Myopathies et Associations Nationales de Parents d'Enfants Aveugles

- Titulaire : Mme VINOLAS Angélique

- Suppléant : Mme BASSELIN Marie-Agnès

Union Nationale de Familles ou Amis des Personnes Malades et Handicapés Psychiques

- Titulaire : Mme BUTTICE Rosario

- Suppléant : Mme RIVIERE Thérèse

Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux –Association Départementale de Parents d'Enfants et Adultes Inadaptés Mentaux

- Titulaire : M. JEANJEAN Jacques

- Suppléant : M.ROUYER Joseph

Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés

- Titulaire : Mme HAVEN Chantal

- Suppléant : M. MATHIEU Antoine

Groupeement pour l'Insertion des personnes Handicapées Physiques et Association Accueillir et Guider l'Insertion

- Titulaire : M. HAREL Vincent

- Suppléant : Mme HENNEQUIN Brigitte

Association des Paralysés de France et Association des Familles de Traumatisés Crâniens et cérébro-lésés

- Titulaire : M. ALBERT Xavier

- Suppléant : Mme BURY Josette

Association Asperger Lorraine et association Trisomie 21

- Titulaire : Mme BOCCIARELLI Florence

- Suppléant : M. BRADEL Vincent

Association Epilepsie Grand Est

- Titulaire : Mme MUTEL Marie-Agnès

- Suppléant : M. KULINICZ Jean-Claude

3e COLLEGE : « PERSONNES EN ACTIVITE AU SEIN DES PRINCIPALES PROFESSIONS DE L'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET PERSONNES QUALIFIEES »**Organisations syndicales d'employeurs (3 sièges)****UNAF/ADMR**

- Titulaire : Mme BEROGIN Christiane

- Suppléant : M. LUCIEN Jean-Marc

UNIFED/FEHAP

- Titulaires : M. MICHEL Renaud

M. MULLER Jean-Marie

- Suppléants : M. MORIN Michel

M. HORRACH Alexandre

Organisations syndicales de salariés (3 sièges)**CGT**

- Titulaire : non communiqué

- Suppléant : non communiqué

CFDT

- Titulaire : non communiqué

- Suppléant : non communiqué

FO

- Titulaire : Mme MIRAILH Isabelle

- Suppléant : Mme FALCETTA Séverine

Personnes qualifiées (4 sièges)

- Titulaire : M. SCHLERET Jean-Marie

- Suppléant : non communiqué

- Titulaire : M. BAROU Gilles (directeur du CPN)

- Suppléant : M. FERRETTI Jean-Marc, président de l'association SARIA

- Titulaire : M. BUREL Denis (directeur des établissements publics de Rosières)

- Suppléant : M. THIEBAUT Jean-Pascal (directeur du pôle « travail adapté et insertion » des établissements publics de Rosières)

- Titulaire : M. le professeur MONIN

- Suppléant : non communiqué

Article 2 - Sont membres associés du CDCPH de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et le directeur de la Maison Départementale des Personnes Handicapées de Meurthe-et-Moselle.**Article 3** - La durée du mandat des membres du conseil départemental est fixée à 3 ans à compter du présent arrêté.**Article 4** - L'arrêté préfectoral n° 612 du 14 juin 2010 est abrogé.**Article 5** - Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à chacun des membres et qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 23 octobre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

JEUNESSE, EDUCATION POPULAIRE ET SPORT**Arrêté n° 111 du 30 octobre 2013 portant interdiction temporaire à Monsieur Hervé LORRAIN d'exercer les fonctions de l'article L. 212-1 du code du sport, selon la procédure d'urgence prévue à l'article L. 212-13 du code du sport**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L.212-1, L.212-13 et L.212-14 code du sport ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12-BI-46 du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature à Madame Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDÉRANT les termes de l'article L.212-13 du code du sport qui dispose notamment que l'autorité administrative peut, par arrêté motivé et après avis d'une commission comprenant des représentants de l'Etat, du mouvement sportif et des différentes catégories de personnes intéressées, prononcer à l'encontre de toute personne dont le maintien en activité constituerait un danger pour la santé et la sécurité physique ou morale des pratiquants, l'interdiction d'exercer, à titre temporaire ou définitif, tout ou partie des fonctions mentionnées à l'article L.212-1 du même code; que toutefois, en cas d'urgence, l'autorité administrative peut, sans consultation de la commission, prononcer une interdiction temporaire d'exercice limitée à six mois ;

CONSIDÉRANT que Monsieur LORRAIN Hervé, né le 30 décembre 1967, à Nancy, Meurthe-et-Moselle, domicilié 38 avenue de la division Leclerc, 54120 BACCARAT exerce des fonctions d'éducateur sportif de voile à la base de loisirs de Bures en Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDÉRANT que Monsieur LORRAIN Hervé n'a pas présenté de diplôme de Brevet d'Etat d'Educateur Sportif 1er degré option voile à son employeur ;

CONSIDÉRANT que Monsieur LORRAIN Hervé a encadré une activité sportive contre rémunération sans être titulaire d'un diplôme lui conférant cette capacité ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de la nature des faits qui lui sont reprochés et compte tenu de la nature de l'activité sportive, le maintien en activité de Monsieur LORRAIN Hervé présente des risques pour la santé physique ou morale des pratiquants et qu'il y a de ce fait urgence à lui interdire cette activité ;

ARRETE

Article 1er - Il est interdit à Monsieur LORRAIN Hervé, sous peine des sanctions prévues à l'article L.212-14 du code du sport, d'exercer, contre rémunération, les fonctions mentionnées à l'article L.212-1 du code du sport.

Article 2 - Cette interdiction vaut pour une durée de six mois à compter de la date de réception de la notification.

Article 3 - La directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,
Sabine DUBOIS LE PAN

Avis et voies de recours :

Cette décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit d'un recours gracieux devant l'auteur de la décision,
- soit d'un recours hiérarchique,
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

En cas de rejet implicite ou explicite de votre recours gracieux ou hiérarchique selon les dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative, vous pouvez dans un délai de deux mois à compter de ce rejet exercer un recours contentieux.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORÊT – CHASSE

Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/391 du 22 octobre 2013 portant dissolution de l'association foncière de RECHICOURT-LA-PETITE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, livre 1er (nouveau) portant sur les associations foncières (partie législative et réglementaire) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 08 décembre 1969 portant institution d'une association foncière dans la commune de RECHICOURT LA PETITE ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2013 accordant délégation de signature à Mme Véronique ISART, sous-préfète de l'arrondissement de Lunéville ;

VU la délibération du 18 décembre 2012 du bureau de l'association foncière de RECHICOURT LA PETITE décidant de transmettre à la commune son patrimoine et de demander sa dissolution ;

VU la délibération du 15 AVRIL 2013 du conseil municipal de RECHICOURT LA PETITE acceptant la remise de ce patrimoine et s'engageant à assurer, dans l'avenir, l'entretien des ouvrages créés à l'occasion du remembrement ;

VU l'acte administratif publié aux hypothèques de Lunéville le 03 juillet 2013 ;

CONSTATANT que l'association foncière de RECHICOURT LA PETITE n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - L'association foncière de RECHICOURT LA PETITE est dissoute.

Article 2 - Le patrimoine foncier de l'association foncière de RECHICOURT LA PETITE est transféré à la commune de RECHICOURT LA PETITE qui en assurera l'entretien.

Article 3 - Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de RECHICOURT LA PETITE sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de RECHICOURT LA PETITE.

Article 4 - La sous-préfète de Lunéville, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de RECHICOURT LA PETITE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 22 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de Lunéville,
Pour la Sous-Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale,
Martine CHENG

Copie à : - M. le président de la chambre d'agriculture.

Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 363 du 28 octobre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MONT-LE-VIGNOBLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3565

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral du 22 août 2013 complétant l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2012,

VU l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/07/2013 par l'EARL DE LA MAIE (M. PLONGUE Cyrille) à GYE concernant 0,84 ha situés à MONT LE VIGNOBLE ; la motivation et le résultat étant la compensation suite à reprise de terrain par la commune,

VU la demande concurrente non soumise de M. THOUVENIN Guy,

VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 24/10/2013 sur la demande précitée,

CONSIDERANT que la demande d'agrandissement de l'EARL DE LA MAIE (M. PLONGUE Cyrille) relève selon cet article du rang. de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que la demande de M. THOUVENIN Guy n'est pas soumise,

DECIDE

Article 1er - L'EARL DE LA MAIE, composé de M. PLONGUE Cyrille, n'est pas autorisé à exploiter 0,84 ha (MONT LE VIGNOBLE parcelle AC 214) conformément à la demande déposée.

Article 2 - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. PLONGUE Cyrille, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de MONT LE VIGNOBLE pour affichage.

Nancy, le 28 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental des territoires,
Christophe FOTRE

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 396 du 28 octobre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à PORT-SUR-SEILLE - MORVILLE-SUR-SEILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3646

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral du 22 août 2013 complétant l'arrêté du 13 septembre 2012,

VU l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/10/2013 par M. AUBURTIN Hervé à SAINT JURES concernant 39,95 ha situés à PORT SUR SEILLE et MORVILLE SUR SEILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU la demande concurrente non soumise de M. HENOT Marc,

VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 24/10/2013 sur la demande précitée,

CONSIDERANT que la demande d'agrandissement de M. AUBURTIN Hervé relève selon cet article du rang. de priorité 5 (exploitation de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO), que la demande de M. HENOT Marc n'est pas soumise,

DECIDE

Article 1er - M. AUBURTIN Hervé n'est pas autorisé à exploiter 39,95 ha (MORVILLE SUR SEILLE parcelles ZA 16-ZB 57-ZC 22-ZD 32-ZE 42-44 - PORT SUR SEILLE parcelle Z 67) objets de la demande déposée.

Article 2 - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. AUBURTIN Hervé.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. AUBURTIN Hervé, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de PORT SUR SEILLE et MORVILLE SUR SEILLE pour affichage.

Nancy, le 28 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental des territoires,
Christophe FOTRE

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 397 du 28 octobre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3604

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral du 22 août 2013 complétant l'arrêté du 13 septembre 2012,
VU l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/10/2013 par la SCEA DE LORIENT (Mme JACQUIN-KIM Youngae) à LIMEY REMENAUVILLE ; la motivation et le résultat étant l'entrée comme associée exploitante dans la SCEA - N'a pas la capacité professionnelle,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 24/10/2013 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er - La SCEA DE LORIENT, composée de Mme JACQUIN-KIM Youngae, est autorisée à exploiter conformément à la demande déposée.

Article 2 - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DE LORIENT (Mme JACQUIN-KIM Youngae).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Mme JACQUIN-KIM Youngae, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental des territoires,
Christophe FOTRE

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 398 du 28 octobre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à THELOD - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3599

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral du 22 août 2013 complétant l'arrêté du 13 septembre 2012,
VU l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 28/08/2013 par l'EARL D'HOUEMONT (M. Mme PETITJEAN Michel et Myriam) à VITERNE concernant 13,28 ha situés à THELOD ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 24/10/2013 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er - L'EARL D'HOUEMONT, composé de M. Mme PETITJEAN Michel et Myriam, est autorisé à exploiter 13,28 ha (THELOD parcelles ZA 35-40-41-42-43-51 - ZH 31-32) conformément à la demande déposée.

Article 2 - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL D'HOUEMONT (M. Mme PETITJEAN Michel et Myriam).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés M. Mme PETITJEAN Michel et Myriam, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de THELOD pour affichage.

Nancy, le 28 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental des territoires,
Christophe FOTRE

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 399 du 28 octobre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON - VOINEMONT - BENNEY - CREVECHAMPS - MANGONVILLE - LEMENIL-MITRY - NEUVILLER-SUR-MOSELLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3645

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013, VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral du 22 août 2013 complétant l'arrêté du 13 septembre 2012,

VU l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/10/2013 par la SCEA MAE (M. CHARROIS Aurélien) à LANEUVEVILLE DEVANT BAYON concernant 150,15 ha situés à LANEUVEVILLE DEVANT BAYON - VOINEMONT - BENNEY - CREVECHAMPS - MANGONVILLE - LEMENIL MITRY et NEUVILLER SUR MOSELLE ; la motivation et le résultat étant la sortie du GAEC DE CHIRMONT - Installation sans les aides de l'Etat,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 24/10/2013 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er - La SCEA MAE, composée de M. CHARROIS Aurélien, est autorisée à exploiter 150,15 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA MAE (M. CHARROIS Aurélien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. CHARROIS Aurélien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de LANEUVEVILLE DEVANT BAYON - VOINEMONT - BENNEY - CREVECHAMPS - MANGONVILLE - LEMENIL MITRY et NEUVILLER SUR MOSELLE pour affichage.

Nancy, le 28 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental des territoires,
Christophe FOTRE

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 400 du 28 octobre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à FLIREY - LIMEY-REMENAUVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3633

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral du 22 août 2013 complétant l'arrêté du 13 septembre 2012,

VU l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/10/2013 par l'EARL DE LA QUEMINE (M. MATHIOT Jean-Noël) à LIMEY REMENAUVILLE concernant 120,96 ha situés à FLIREY et LIMEY REMENAUVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement - Intégration de son fils MATHIOT Jean-Paul (exploitant individuel) au sein de l'EARL DE LA QUEMINE,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 24/10/2013 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er - L'EARL DE LA QUEMINE, composé de M. MATHIOT Jean-Noël, est autorisé à exploiter 120,96 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE LA QUEMINE (M. MATHIOT Jean-Noël).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. MATHIOT Jean-Noël, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de FLIREY et LIMEY REMENAUVILLE pour affichage.

Nancy, le 28 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental des territoires,
Christophe FOTRE

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 401 du 28 octobre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MANCE - BRIEY - MOUTIERS - AVRIL - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3644

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral du 22 août 2013 complétant l'arrêté du 13 septembre 2012,
VU l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/10/2013 par M. ROSE Pascal à BRIEY concernant 108,71 ha situés à MANCE - BRIEY - MOUTIERS et AVRIL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement - Fusion d'exploitations,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 24/10/2013 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er - M. ROSE Pascal est autorisé à exploiter 108,71 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. ROSE Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. ROSE Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et en mairie de MANCE - BRIEY - MOUTIERS et AVRIL pour affichage.

Nancy, le 28 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental des territoires,
Christophe FOTRE

Décision 2013/DDT54/AFC/n° 402 du 28 octobre 2013 concernant l'exploitation d'un bien agricole - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3533

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 11 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 29 avril 2013,
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2013 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral du 22 août 2013 complétant l'arrêté du 13 septembre 2012,
VU l'arrêté préfectoral du 08 octobre 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/10/2013 par M. PARFAIT Alain à TOUL ; la motivation et le résultat étant la prise de participation et l'entrée comme associé exploitant dans la SCEA DE LA BARINE,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie agricole » réunie le 24/10/2013 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er - M. PARFAIT Alain est autorisé à exploiter conformément à la demande déposée.

Article 2 - Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de M. PARFAIT Alain.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 - Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. PARFAIT Alain, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental des territoires,
Christophe FOTRE

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX

Unité forêt - chasse

Arrêté n° 385 du 7 novembre 2013 relatif à l'usage de pièges pour le castor dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 427-8, et R 427-6 à R 427-28 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 8 juillet 2013 pris pour l'application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces non indigènes d'animaux classés nuisibles sur l'ensemble du territoire métropolitain ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU les cartes de « présence certaine » du castor (*Myocastor coypus*) établies par l'office national de la chasse et de la faune sauvage.

CONSIDÉRANT la présence avérée du castor (*Myocastor coypus*) dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er - L'usage des pièges de catégories 2 et 5 est interdit sur les abords des cours d'eau et bras morts, marais, canaux, plans d'eau et étangs, jusqu'à la distance de 200 mètres de la rive, exception faite du piège à oeuf placé dans une enceinte munie d'une entrée de onze centimètres par onze centimètres, dans le long des cours d'eau définis ci-dessous :

- La Bouvade sur les communes de Bicqueley, Moutrot, Crézilles, Bagneux, Allamps, Barisey-au-Plain.

- Le Brenon sur les communes de Autrey, Clérey sur Brénon et Houdreville.

- L'Euron sur toute sa longueur dans le département de Meurthe-et-Moselle.

- Le Loro sur toute sa longueur dans le département de Meurthe-et-Moselle.

- Le Madon sur toute sa longueur dans le département de Meurthe-et-Moselle.

- La Meurthe sur les communes de Saint-Clément, Vathiménil, Chenevières, Laronxe et Fraimbois.

- La Moselle depuis le département des Vosges jusqu'à Liverdun, ainsi que sur les communes de Loisy et Blénod-les-Pont-à-Mousson.

- Le Terrouin sur les communes de Villey-Saint-Étienne, Jaillon et Avrainville.

Article 2 - La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa parution.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à : M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, M. le président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle, M. le président de l'association départementale des lieutenants de l'ouvèterie. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 7 novembre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° 392 du 24 octobre 2013 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de VILLERS-EN-HAYE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 422-23 et R 422-65 à R 422-68 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 modifié du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013/DDT/SG/013 du 8 octobre 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU la décision préfectorale du 18 octobre 1973 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de Villers-en-Haye ;

VU la décision motivée adoptée par l'assemblée générale de l'ACCA de Villers-en-Haye en date du 10 mai 2009 ;

VU l'avis de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Villers-en-Haye est modifiée comme suit :

Commune	Section	Parcelles cadastrales
VILLERS-EN-HAYE	ZA	26 à 30 – 32 - 35 à 38 – 65 à 68 – 70 – 72 à 75
	ZC	25 à 28 – 88 à 89 – 91 à 93
	ZE	33 à 34

représentant une superficie totale de 71 ha 44 a 77 ca.

Article 2 - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Article 3 - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Villers-en-Haye.

Article 4 - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Villers-en-Haye sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Villers-en-Haye par les soins du maire.

Article 5 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le maire de la commune de Villers-en-Haye sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Villers-en-Haye,
 - M. le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
 - M. le président de la fédération départementale des chasseurs.
 Nancy, le 24 octobre 2013

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Directeur départemental,
 Le Directeur adjoint,
 Marc MENEZHIN

DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
 FORMATION SPECIALISEE POUR L'INDEMNISATION DES DEGATS DE GIBIER
 AUX CULTURES ET AUX RECOLTES AGRICOLES

Lors de sa séance du 18 octobre 2013, la formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a arrêté les dispositions suivantes pour la campagne 2013 :

Barème d'indemnisation (2e partie)

Perte de récolte des prairies	Foin	10,20	euros/q
	Foin biologique	15,30	euros/q

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Directeur départemental,
 Le Directeur adjoint,
 Marc MENEZHIN

DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
 FORMATION SPECIALISEE POUR L'INDEMNISATION DES DEGATS DE GIBIER
 AUX CULTURES ET AUX RECOLTES AGRICOLES

Lors de sa séance du 18 octobre 2013, la formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a arrêté les dispositions suivantes pour la campagne 2013 :

Barème d'indemnisation (3e partie)

- Céréales et oléa-protéagineux :

	Blé meunier Epautre	Orge d'hiver Escourgeon	Orge de brasserie (printemps)	Orge de brasserie (hiver)	AVOINE	SEIGLE	TRITICALE	COLZA	POIS	FEVEROLES
en €/q	16,90	15,80	17,50	16,40	15,10	15,10	15,30	35,60	24,70	30,30

- Productions biologiques : cf. barème PROBIOLOR

Dates limites d'enlèvement des récoltes

Céréales (sauf maïs) : 15 septembre
 Pois : 15 septembre
 Colza d'automne : 15 septembre
 Colza de printemps : 1er octobre
 Maïs fourrage : 15 novembre
 Tournesol : 15 novembre
 Maïs grain : 1er décembre
 Féveroles : 1er octobre
 Betteraves sucrières : 1er décembre
 Choux fourragers : 1er mars
 Raisin : 17 octobre

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Directeur départemental,
 Le Directeur adjoint,
 Marc MENEZHIN

DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
 FORMATION SPECIALISEE POUR L'INDEMNISATION DES DEGATS DE GIBIER
 AUX CULTURES ET AUX RECOLTES AGRICOLES
 (article R 426-8 du code de l'environnement)

Lors de sa séance du 18 octobre 2013, la formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a arrêté les dispositions suivantes pour la campagne 2013 :

Barème d'indemnisation (4e partie)

Miscanthus 85 €/t

LISTE DES ESTIMATEURS

M. Pierre BARBIER
 M. Claude BESANCON
 M. Jean-Paul BIDON
 M. Bernard BRODIER
 M. Jean-Paul BUND
 M. Pierre COMTE
 M. André FAVRE
 M. Michel FEVRE

M. Christian FUZELIER
 M. François GAUCHE
 M. Christian GEORGES
 M. Jean GUERIN
 M. Patrick GUERIN
 M. Michel LEMOINE
 M. Alain LOHRMANN
 M. Paul OSWALD

M. Daniel PERRIN
M. Alain RAMBOUR
M. Mickaël ROCHER

M. Jean-Jacques ROYER
M. Thierry SINTEFF

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental,
Le Directeur adjoint,
Marc MENECHIN

Arrêté n° 403 du 30 octobre 2013 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de VILLERS-LA-CHEVRE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 211-1, L 214-3 et R 214-1 à R 214-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n°13B1.24 du 22 août 2013 complétant l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires, et l'arrêté n° 2013/DDT/SG/013 du 8 octobre 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Villers-la-Chèvre en date du 24 octobre 2012 demandant l'application du régime forestier à la parcelle cadastrale section A n° 3 territoire communal de Villers-la-Chèvre ;

VU le procès-verbal de reconnaissance de l'office national des forêts dressé le 15 février 2013 ; le procès-verbal de reconnaissance dressé par l'Office National des Forêts en date du 15 février 2013 ;

VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 28 octobre 2013 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er - Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieu-dit	Section	N° de parcelle	
Commune de Villers-la-Chèvre	Villers-la-Chèvre	Bois Sigot	A	3	2 ha 26 a 97
Total					2 ha 26 a 97

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Villers-la-Chèvre.

Nancy, le 30 octobre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental,
Le Chef du service agriculture forêt chasse,
Philippe SCHOTT

Arrêté n° 408 du 4 novembre 2013 relatif à une autorisation de défrichement - Territoire communal de FLIREY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 341-1 à L 342-1, L214-13 à L214-14 et R 341-1 à R 341-7 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n°13.BI.24 du 22 août 2013 complétant l'arrêté préfectoral n° 12.BI. 43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté n°2013/DDT/SG/013 du 8 octobre 2013 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU la demande de la commune de Flirey et les mesures de réduction proposées ;

VU l'avis de l'ONF en date du 12 juillet 2013 ;

VU la décision de la DREAL F04113P0083 en date du 25 octobre 2013 dispensant d'étude d'impact ;

VU l'avis favorable du directeur départemental des territoires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er - Le défrichement des parcelles ci-après désignées est autorisé :

Département	Territoire communal	Propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
			Lieu-dit	Section	N° de parcelle	
Mthe-&-Mlle	FLIREY	Commune de FLIREY	Sur la route de Toul	B	336 partie	0,48 ha
Total						0,48 ha

sous réserve

- du maintien d'une haie boisée située le long du CD 904 réduisant l'impact visuel du défrichement,
- d'un défrichement réalisé durant la période allant de septembre à février (hors période de nidification de l'avifaune).

Article 2 - La présente autorisation sera affichée :

- en mairie, au moins quinze jours avant le début des travaux et pendant une durée de deux mois ;
- sur le site, par les soins de la commune de Flirey, de manière visible vers l'extérieur, au moins quinze jours avant le début des travaux de défrichement et pendant toute la durée d'exécution de ceux-ci.

Le plan cadastral concernant la parcelle à défricher ainsi que le plan et le cahier des charges concernant les mesures de réduction seront déposés en mairie, où ils pourront être consultés pendant la durée des opérations de défrichement.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le maire de Flirey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 4 novembre 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental,
Le Chef du service agriculture forêt chasse,
Philippe SCHOTT

Le dossier peut être consulté à la Direction départementale des territoires - Service Agriculture forêt chasse - 45 rue Sainte Catherine à NANCY.

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification ou sa publicité :

- soit par recours gracieux auprès du préfet.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants

- soit par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy (Place de la Carrière – 54000 NANCY).

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Pôle nature, biodiversité, pêche

Arrêté DDT-NBP-2013/041 du 30 octobre 2013 autorisant la pêche de la carpe de nuit dans le département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'État dans les régions et dans les départements ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.435-9, L.436-5, R.436-13, R.436-14, R.436-23 et R.436-38 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L.2124-8, L.2124-10, L.2132-5 à 7 ;

VU le décret du 6 février 1932 modifié portant règlement général de la police de la navigation intérieure ;

VU l'avis du président de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle en date du 30 septembre 2013 ;

VU l'avis du chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) en date du 18 octobre 2013 ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

ARRETE

Article 1er - La pêche de la carpe à toute heure est autorisée du 1er avril au 31 octobre 2014 dans les tronçons de cours d'eau et plans d'eau de 2e catégorie décrits ci-dessous.

Toutefois, depuis une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ou transportée.

RIVIERES, CANAUX ET PLANS D'EAU	COMMUNES	DESIGNATION DU LIEU	GESTIONNAIRES
MADON	XIROCOURT	Rive gauche uniquement en aval de l'ancien moulin lieu-dit « Paquis de SOCOURT », soit 135 m.	AAPPMA ¹ DE XIROCOURT
MADON	ORMES-ET-VILLE (Ville-sur-Madon)	Rive droite, de part et d'autre du parcours pour handicapés sur 300 m en amont et 300 m en aval au lieu-dit « LA HEYRARD », soit 800 m.	AAPPMA DE TANTONVILLE
MADON	XEUILLEY	Rive gauche uniquement, de la gare de XEUILLEY au « neuf-moulin », soit 300 m.	AAPPMA DE XEUILLEY
MEURTHE	BACCARAT	Sur la rive droite uniquement du lot A9 : derrière les locaux de la DDE « Plein de la Brasserie », de l'embarcadere au panneau de fin de parcours, soit 300 m.	AAPPMA DE BACCARAT
MEURTHE	ROSIERES-AUX-SALINES	Rive gauche, derrière les « Sablières de la Meurthe ». En amont de la conduite forcée SOLVAY sur 900 m.	AAPPMA DE DOMBASLE
MEURTHE	DOMBASLE-SUR-MEURTHE	Rive droite uniquement, secteur de l'ancienne piscine, soit 1 000 m.	AAPPMA DE DOMBASLE
MEURTHE	LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY	De l'aval du pont du canal BRUCKE (pont SNCF) en rive gauche, sur 830 m en aval de ce pont.	FDAAPPMA ² 54
MOSELLE CANALISEE	LIVERDUN	Rive gauche uniquement, du lieu-dit « le Golf » (y compris le plan d'eau de la Conserverie) jusqu'au pont routier à l'entrée de LIVERDUN de la D 90, soit 2 750 m.	FDAAPPMA 54
CANAL DES VOSGES	TONNOY	De la ferme du Ménil jusqu'au déversoir en amont, rive droite, soit 900 m.	FDAAPPMA 54

¹ AAPPMA : Association Agréée de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique.

² FDAAPPMA : Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique.

CANAL DES VOSGES	NEUVILLER-SUR-MOSELLE	Au niveau de la pépinière jusqu'à 450 m en amont, rive gauche.	FDAAPPMA 54
MOSELLE	FONTENOY	Depuis le pont de la voie ferrée jusqu'à la confluence avec la Moselle canalisée soit 3 000 m.	FDAAPPMA 54
MOSELLE	PONT-SAINT-VINCENT	Rive gauche uniquement, de l'aval du pont des Crassiers jusqu'à la confluence avec le Madon soit 1 000 m.	FDAAPPMA 54
MOSELLE	CUSTINES	De l'hôtel de l'Isle jusqu'à 700 m en aval sur la rive droite.	FDAAPPMA 54
MOSELLE	CHAUDENEY-SUR-MOSELLE	Rive droite, face aux sablières GSM de Pierre-la-Treiche, jusqu'au pont cassé de l'ancienne voie stratégique militaire, hors île, soit environ 700 m.	AAPPMA DE TOUL
MOSELLE	DOMMARTIN-LES-TOUL	En rive droite uniquement : depuis le pont de « la Queue de chat » à l'aval barrage des « Américains », soit 1 000 m	AAPPMA DE TOUL
MOSELLE	TOUL	Rive droite : de la pointe de l'île jusqu'au pont de la D 400, soit 400 m.	AAPPMA DE TOUL
MOSELLE	TOUL	Rive gauche : de la limite aval de l'étang RENAULT jusqu'à 100 m à l'aval du pont « de la Queue du Chat », soit 600 m.	AAPPMA DE TOUL
MOSELLE	FROUARD	Rive droite uniquement, de l'amont du pont du chemin de fer à la fin du chemin, soit 800 m.	AAPPMA DE TOUL
MOSELLE	AINGERAY	Rive gauche uniquement, depuis 150 m en amont du barrage (pancarte) à 500 m en amont, en face du pointis.	AAPPMA DE TOUL
MOSELLE	MARON	Rive droite uniquement : le long de la D 909, depuis le transformateur « EDF » à la fin du chemin, soit 600 m.	AAPPMA DE TOUL
CANAL A GRAND GABARIT	TOUL	Rive gauche : après la pointe des ateliers de service de la Navigation et Nancy port jusqu'au pont routier de GONDREVILLE, soit 5 900 m.	AAPPMA DE TOUL
MOSELLE CANALISEE	PIERRE-LA-TREICHE	En rive droite, depuis le pont de Pierre-la-Treiche » à la croisée de chemin, soit 2 000 m en amont.	FDAAPPMA 54
MOSELLE CANALISEE	DIEULOUARD	Rive gauche, derrière les établissements GOUVY sur une distance de 1 200 m (pK 334,83 à 336,03) lot 34.	AAPPMA DE DIEULOUARD
MOSELLE	DIEULOUARD	Rive droite, partie Moselle sauvage, amont et aval du RD10, côté autoroute A31 sur 1 000 m.	AAPPMA DE DIEULOUARD
MOSELLE	DIEULOUARD	Rive droite, 50 m en amont du barrage du LIEGEOT, côté commune de Autreville jusqu'au pont de l'autoroute, soit 1 200 m.	AAPPMA DE DIEULOUARD
MOSELLE	DIEULOUARD	Moselle canalisée lots 34 et 35, amont et aval du pont RD.10, soit 2 000 m. Lot 35 jusqu'à la limite des communes de DIEULOUARD et BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON rive droite uniquement, soit 1 670 m. PK 333,33 à 335,00	AAPPMA DE DIEULOUARD
MOSELLE	PONT-A-MOUSSON	Rive droite : de 50 m en aval du barrage de Pont-à-Mousson jusqu'au lieu dit « trou Wathier », soit 3 500 m, lot 56 Moselle non canalisée.	AAPPMA DE BLENOD-LES-PAM
MOSELLE	VANDIERES	Rive gauche : depuis 50 m à l'amont du seuil de Vandières jusqu'au pont TGV, soit 2 800 m	AAPPMA DE BLENOD-LES-PAM
MOSELLE CANALISEE	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON	Rive droite, lots 36 entre la limite de la commune de DIEULOUARD et le pont de la centrale de BLENOD (PK333.33 à 332.25)	AAPPMA DE BLENOD-LES-PAM
ANCIEN CANAL	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON	Rive droite, uniquement entre l'écluse de la cartonnerie et le pont des fours à coke, lot n° 38, soit 1 200 m.	AAPPMA DE BLENOD-LES-PAM

MOSELLE	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON et ATTON	Rive gauche, du PK 329 jusqu'au PK 331, soit 2 000 m. Rive droite, trou du « Vouaux » (au niveau du PK 329)	AAPPMA DE PONT-A-MOUSSON
MOSELLE	BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON et ATTON	Rive droite, trou du « Vouaux » (au niveau du PK 329)	AAPPMA DE PONT-A-MOUSSON
ORNE	HATRIZE ET VALLEROY	Rive gauche de l'Orne à partir du ruisseau « le Petit Rhin » à HATRIZE jusqu'au labyrinthe situé à l'amont de la baignade de VALLEROY soit 2 000 m.	AAPPMA DE JOEUF HOMECOURT
ETANG DE JOUDREVILLE	JOUDREVILLE	De la digue au pont de bois côté JOUDREVILLE, soit 450 m.	AAPPMA DE JOUDREVILLE

Article 2 - Les limites de zones seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen à la charge du pétitionnaire.

Article 3 - En dehors des heures diurnes d'exercice de la pêche mentionnées à l'article R. 436-13 du code de l'environnement, c'est-à-dire durant la nuit, les appâts autorisés sont limités aux seuls farineux (céréales, pâtes et pelotes dites « bouillettes »).

Article 4 - La circulation à bord de véhicules à moteur sur les digues, chemins de halage et de service des voies navigables est interdite.

Les pêcheurs empruntent les zones de halage et de marchepied en circulant à pied (décret du 6 février 1932 ; les articles L 2131-2 et L. 2132-16 du code général de la propriété des personnes publiques).

Les pêcheurs ne disposent d'un droit de passage et de stationnement que sur les berges des cours d'eau domaniaux (article L. 2132-2 du code général de la propriété des personnes publiques), droit réservé à l'usage exclusif de la pêche.

Les lieux sont laissés en bon état par les pêcheurs (déchets, détritus et autres récupérés).

Article 5 - Aucun aménagement de berge (terrassement, déplacement d'enrochements, édification de ponton, etc.) ne peut être réalisé et les pontons déjà en place seront démontés.

Le respect de cette prescription est de la responsabilité de l'adjudicataire des baux.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, les maires des communes de Aingeray, Atton, Baccarat, Blénod-lès-Pont-à-Mousson, Briey, Champigneulle, Chaudeney-sur-Moselle, Custines, Dieulouard, Dommartin-lès-Toul, Dombasle-sur-Meurthe, Flavigny-sur-Moselle, Fontenoy, Frouard, Hatriz, Joudreville, Laneuveville-devant-Nancy, Liverdun, Maron, Neuves-Maisons, Neuville sur Moselle, Ormes-et-Ville, Pierre-la-Treiche, Pont-à-Mousson, Pont-Saint-Vincent, Raon-l'Etape, Rosières-aux-Salines, Tonnoy, Toul, Valleroy, Vandières, Xeulley et Xirocourt, le chef du service départemental de l'ONEMA, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires, la directrice de la direction territoriale Nord-Est des Voies Navigables de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Article 7 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 octobre 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté DDT-PÊCHE 2013/043 du 25 octobre 2013 instituant des réserves de pêche sur certains tronçons de la rivière Meurthe en 2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV titre III du Code de l'Environnement relatif à la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles et notamment les articles L 436-12, R 436-73 et R 436-74 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'État dans les régions et dans les départements ;

VU la nécessité de protection du poisson pendant sa reproduction ;

VU la demande du président de l'association pour la pêche et la protection du milieu aquatique « La Carache Lunévilloise » en date du 16 juillet 2013 ;

VU l'avis du président de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle en date du 12 août 2013 ;

VU l'avis du chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) en date du 18 octobre 2013 ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - Afin de préserver les frayères naturelles, toute pêche est interdite du 1er janvier 2014 au 30 avril 2014 sur les tronçons du cours d'eau suivant :

Rivière La Meurthe

Commune de SAINT-CLEMENT :

- La reculée de l'ancienne rivière en amont de l'ancien pont sur 350 m environ

- La reculée « Le Gréhachot »

Commune de CHENEVIERES :

- La reculée du « Grand Paquis »

- La reculée en aval du seuil fixe du canal des papeteries de Navarre

Commune de LUNEVILLE :

- Les reculées « Popard » au lieu-dit Les Grands Moulins

Commune de MONCEL-LES- LUNEVILLE :

- Les reculées de la ferme de la Petite Pologne de chaque côté de la RN 333 (déviations RN4)

- La reculée dite du « Pilot de l'Orne » (amont de l'embouchure du ruisseau du Mississipi)

Commune de MONT-SUR-MEURTHE :

- La reculée du « Bois le Duc »

Commune de DAMELEVIERES :

- La reculée dite « Le Plain »

Article 2 - Les réserves seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen.

Article 3 - Dans les réserves ainsi instituées toute pêche est interdite à quelque époque que ce soit. Cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L 436-9 du Code de l'Environnement.

Article 4 - L'arrêté préfectoral – DDT – PÊCHE – 2013/040 – instituant des réserves de pêche sur certains tronçons de la rivière Meurthe en 2014 est abrogé.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de LUNEVILLE, les maires de SAINT-CLEMENT, CHENEVIERES, LUNEVILLE, MONCEL-LES-LUNEVILLE, MONT-SUR-MEURTHE, DAMELEVIERES, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'ONEMA sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux :

– président de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle ;
– président de l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique « LA CARACHE LUNEVILLOISE ».

Article 6 - Le présent arrêté sera affiché pendant un mois dans les mairies citées à l'article 5 et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 octobre 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au Chef du Service Eau Environnement Biodiversité,
Nathalie CAEL

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION GENERALE

Délégation de signature 2013-11-04 du 4 novembre 2013

Monsieur Bernard DUPONT, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er - Donne délégation générale à Madame Yasmine SAMMOUR, directrice adjointe, directrice des finances, pour signer en ses nom et place l'ordonnancement des dépenses et des recettes.

Donne délégation à Madame Yasmine SAMMOUR, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi direct par la Direction des Finances, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de cette dernière délégation ; elle est également communiquée au comptable de l'établissement.

Article 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Yasmine SAMMOUR pour l'exercice de ces délégations, la suppléance est assurée par Madame Laurence TOURRE, directrice adjointe, directrice de la facturation, ou par Madame Diane PETTER, directrice adjointe, directrice des ressources humaines, ou par Madame Eliane TOUSSAINT, directrice générale adjointe.

Article 3 - La délégation générale d'ordonnancement est assortie de la mission de contrôle de la régularité des procédures de mandatement et d'une obligation de veiller à l'existence de crédits.

Article 4 - Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

Article 5 - La présente délégation se substitue à la délégation du 27 juillet 2013.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 novembre 2013

Le Directeur général,
Président du directoire,
Bernard DUPONT

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

- Yasmine SAMMOUR
- Eliane TOUSSAINT
- Laurence TOURRE
- Diane PETTER

